

PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE CERET (66)



SOMMAIRE

ETAT INITIAL

1. EAU POTABLE.....	3
1.1. Ressources et leur protection	3
1.2. Fonctionnement de la production et de la distribution	5
1.3. Qualité des eaux.....	7
1.3.1. <i>Eaux brutes</i>	7
1.3.2. <i>Système de traitement</i>	7
1.3.3. <i>Eaux distribuées</i>	8
1.3.3.1. Objectifs	8
1.3.3.2. Qualité générale	8
1.3.3.3. Branchements en plomb	9
1.3.3.4. Canalisations en PVC	9
1.4. Bilan/Ratios de fonctionnement.....	10
1.4.1. <i>Etat des lieux</i>	10
1.4.2. <i>Conformité aux recommandations</i>	12
1.5. Défense incendie	13
1.5.1. <i>Réglementation applicable</i>	13
1.5.2. <i>Réserve incendie</i>	13
1.5.3. <i>Réseau incendie</i>	13
1.6. Bilan/Perspectives	14
2. ASSAINISSEMENT.....	16
2.1. Assainissement collectif	16
2.1.1. <i>Réseau</i>	16
2.1.2. <i>Station d'épuration</i>	17
2.1.3. <i>Bilan/Perspectives de l'assainissement collectif</i>	18
2.2. Assainissement non collectif	19
2.2.1. <i>Réglementation</i>	19
2.2.2. <i>Localisation et caractéristiques</i>	20
2.2.3. <i>Bilan/Perspectives de l'assainissement individuel</i>	20

3. EAUX PLUVIALES.....	21
3.1. Contexte hydraulique.....	21
3.2. Réseau pluvial existant.....	23
3.2.1. Réseau unitaire du centre-ville : pluvial et arrosage	23
3.2.2. Réseau pluvial enterré	27
4. DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES	29
4.1. Collecte.....	29
4.2. Equipements.....	30
4.3. Déchèterie	30
4.4. Ressourcerie du Vallespir.....	31
4.5. Evacuation	31

ETAT FINAL

1. ALIMENTATION EN EAU POTABLE DES NOUVEAUX SECTEURS	34
1.1. Prise en compte des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable..	34
1.2. Adéquation Besoins-Ressources	35
1.3. Raccordements possibles au réseau d'eau potable	36
1.3.1. Dessertes des secteurs urbanisés (projets en cours).....	36
1.3.2. Secteurs d'habitat ouverts immédiatement à l'urbanisation.....	37
1.3.3. Secteurs d'habitat bloqué	39
1.3.4. Secteurs économiques ouverts immédiatement.....	40
1.4. Couverture par le réseau incendie	41
2. ASSAINISSEMENT DES NOUVEAUX SECTEURS.....	42
2.1. Gestion globale des eaux usées	42
2.2. Raccordements possibles au réseau d'assainissement.....	42
2.2.1. Collecte des secteurs urbanisés (projets en cours).....	43
2.2.2. Secteurs d'habitat ouverts immédiatement à l'urbanisation.....	43
2.2.3. Secteurs d'habitat bloqué	45

2.2.4. Secteurs économiques ouverts immédiatement.....	45
2.3. Nouveau zonage d'assainissement.....	46
3. EVACUATION DES EAUX PLUVIALES DES NOUVEAUX SECTEURS.....	47
3.1. Principe général retenu	47
3.2. Cadre réglementaire	48
3.3. Gestion quantitative des eaux pluviales	49
3.3.1. Exutoire des eaux pluviales	49
3.3.2. Préconisations techniques.....	49
3.4. Gestion qualitative des eaux pluviales	50
3.4.1. Principe de gestion	50
3.4.2. Champs d'application.....	51
4. COLLECTE DES DECHETS	52

CARTES

☞ Carte : Réseau d'alimentation en eau potable - Etat initial.....	5
☞ Carte : Réseau d'assainissement collectif - Etat initial	16
☞ Carte : Réseau hydrographique du territoire céretan	22

TABLEAUX

☞ Tableau : Localisation des captages	3
☞ Tableau : Caractéristiques des captages du SIAEP du Vallespir	4
☞ Tableau : Caractéristiques des réservoirs présents sur Céret	5
☞ Tableau : Résultats de la surveillance de l'ARS sur eau distribuée	8
☞ Tableau : Indicateurs de fonctionnement du réseau	10
☞ Tableau : Répartition des volumes consommés par commune.....	11
☞ Tableau : Calcul du ratio de consommation en 2016	11
☞ Tableau : Conformité aux recommandations pour le SIAEP du Vallespir	12
☞ Tableau : Conformité aux recommandations pour la commune de Céret	12
☞ Tableau : Estimation des besoins futurs en fonction du rendement net de réseau	14
☞ Tableau : Etat de charge de la station d'épuration	17
☞ Tableau : Points d'apport volontaire	30
☞ Tableau : Répartition des tonnages collectés sur la déchèterie de Céret en 2014 (Observatoire de la Gestion des Déchets Non Dangereux des Pyrénées-Orientales – Bilan 2014)	31
☞ Tableau : Récapitulatif des secteurs de développement.....	32
☞ Tableau : Projection des besoins en eau	35

PHOTOS

☞ Photo : Station d'épuration de Céret	17
--	----

FIGURES

☞ Schéma : Synoptique du système de production-distribution du SIAEP du Vallespir (Source VEOLIA)	6
☞ Schéma : Synoptique du traitement en place	7
☞ Figure : Répartition des conduites d'assainissement par type de matériaux (Sce VEOLIA EAU - Rapport Délégué 2016)	16
☞ Figure : Localisation des zones d'urbanisation du PLU.....	33

Contributeurs

Les présentes annexes sanitaires ont été réalisées par le bureau d'études CRB Environnement.

Les principaux contributeurs à la réalisation de ces annexes sanitaires sont :

- la commune de Céret dont les services ont directement contribué à la validation de la cohérence de ces annexes avec les principes retenus sur le territoire qu'elle représente ;
- le cabinet Archiconcept, en charge de la réalisation du Plan Local d'Urbanisme ; les annexes sanitaires ont été réalisées en concertation avec ce cabinet et en cohérence avec le projet d'urbanisation de la commune ;
- la société VEOLIA qui détient deux contrats d'affermage :
 - pour la distribution, la gestion clientèle, la production et le traitement de l'eau potable pour le compte du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable du Vallespir dont Céret est adhérente ;
 - pour la dépollution, la gestion clientèle, la collecte des eaux usées pour el compte de la commune de Céret ;
- la Communauté de Communes du Vallespir qui dispose des compétences dans le domaine de la gestion des déchets des ménages et déchets assimilés.

ETAT INITIAL

En s'appuyant sur les données existantes (schémas directeurs, bilans des gestionnaires réseaux, etc.), ce chapitre a pour objet de présenter la gestion à l'échelle de la commune :

- de l'alimentation publique en eau potable ;
- de l'assainissement (non collectif et collectif) ;
- des eaux pluviales ;
- des déchets urbains.

Cet état des lieux est un préalable à la présentation des modalités d'intégration des nouveaux secteurs ouverts à l'urbanisation.

1. EAU POTABLE

L'alimentation en eau potable sur la commune de Céret fait intervenir une entité unique, le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable (SIAEP) du Vallespir qui a en charge la production, le traitement, le transport, le stockage et la distribution d'eau potable, depuis les captages jusqu'au robinet du consommateur.

Le service du SIAEP a été délégué via un contrat de type affermage à VEOLIA EAU – Compagnie Générale des Eaux, avec les missions suivantes : Distribution, Gestion clientèle et Production.

Les données qui suivent sont extraites des études et des suivis réalisés à l'échelle du SIAEP du Vallespir et de la commune de Céret, fournies par VEOLIA EAU et l'Agence Régionale de Santé Occitanie.

En 2016, 17868 habitants étaient desservis par le SIAEP.

Les principales données présentées ci-après sont issues du rapport annuel du délégataire de VEOLIA EAU datant de 2016.

Les résultats et les chiffres proposés concernent, sauf mention contraire, l'ensemble des six communes du SIAEP.

1.1. RESSOURCES ET LEUR PROTECTION

L'alimentation en eau potable de la commune de Céret est assurée par le SIAEP du Vallespir qui regroupe, en plus de Céret, Amélie-les-Bains-Palalda, Arles-sur-Tech, Montbolo, Reynès et Saint-Jean-Pi-de-Corts.

Le SIAEP est alimenté en eau potable par trois ressources distinctes situées sur la commune d'Arles-sur-Tech :

- le champ captant Barry d'Amont, composé des forages F1 et F2 et d'un drain sous le Tech ;
- la galerie drainante sur la rivière sur le Riuferrer ;
- la source Can Partere (ou source Mouli d'en Camp) et le drain Can Partere

☞ Tableau : Localisation des captages

Captage	Commune	Cadastre	Coordonnées Lambert III (X (km), Y (km), Z (m NGF))		
Riuferrer	Arles-sur-Tech	646-A3 et 857-A4	623,500	3018,175	335
Barry d'Amont F1	Arles-sur-Tech	1201-D	624,244	3017,063	290
Barry d'Amont F2	Arles-sur-Tech	1201-D	624,323	3017,040	290
Barry d'Amont Drain	Arles-sur-Tech	1201-D	624,285	3017,051	290
Source Can Partere	Arles-sur-Tech	-	-	-	380
Drain Can Partere	Arles-sur-Tech	-	-	-	335

Ces captages n'ont pas tous fait l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique instaurant des périmètres de protection et précisant les conditions d'exploitation des ouvrages et en particulier les débits autorisés.

☞ Tableau : Caractéristiques des captages du SIAEP du Vallespir

Captages	Profondeur de l'ouvrage	Aquifère capté	Arrêté portant DUP	Débit autorisé	Capacité utilisable (****)	
Riuferrer	Drain	Eau de surface	9 mars 1942 (*)	20 l/s (**)	3400 m³/j (été) 4280 m³/j (reste de l'année)	
Barry d'Amont F1	12,5 m	Nappe d'accompagnement du Tech	(***)	-	5700 m³/j pour le champ captant	2000 m³/j
Barry d'Amont F2	12 m		(***)	-		1600 m³/j
Barry d'Amont Drain	Puits 7,1 m Drains 5,4 m		23 mai 1984	70 l/s et 5000 m³/j		2100 m³/j
Drain Can Partere	Drain		15 novembre 1990	96 m³/j	96 m³/j	
Source Can Partere	Source	Eau souterraine	15 novembre 1990	24 m³/j	24 m³/j	
Capacité totale utilisable				9220 m³/j (été) 10100 m³/j (reste de l'année)		

(*) en cours de régularisation rapport hydrogéologique du 8 novembre 2000.

(**) 20 l/s dont 5 l/s pour Arles-sur-Tech et Palalda, et 15 l/s pour la commune de Céret.

(***) avis hydrogéologique du 18 octobre 2007.

(****) concernant les capacités utilisables, nous avons retenu pour le champ captant Barry d'Amont et le captage du Riuferrer les débits sollicités dans le cadre des démarches de régularisation des captages en cours.

Les ressources « Can Partere » alimentent le lotissement Can Partere uniquement et ne sont donc pas comptabilisées.

Les capacités de production des ressources alimentant Céret et les autres communes du SIAEP à l'exception du lotissement Can Partere sont donc de :

- 9100 m³/j en période estivale.
- 9980 m³/j le reste de l'année.

La ressource la plus sollicitée est la prise d'eau du Riuferrer car celle-ci est amenée à la station de traitement gravitairement.

Les forages sont peu utilisés et sont surtout en service :

- lors des grandes crues du Riuferrer pour éviter de capter des eaux trop turbides,
- en complément en période estivale.

1.2. FONCTIONNEMENT DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION

Les eaux issues des captages situés sur la commune d'Arles-sur-Tech sont traitées par une usine de traitement situé à Arles-sur-Tech qui a été réalisée en 1993.

L'arrivée d'eau brute à l'usine de traitement se fait gravitairement depuis le captage en rivière du Riuferrier (canalisation enterrée puis canal bétonné creusé dans le massif surplombant l'usine). Une surverse évacue le trop plein du canal bétonné (l'eau évacuée par cette surverse retourne au Riuferrier).

Les eaux en provenance du champ captant Barry d'Amont sont refoulées par pompages en direction de l'usine de traitement.

Les eaux traitées alimentent quatre réservoirs situés en contrebas de l'usine : deux réservoirs de 1000 m³ chacun et deux de 250 m³ soit une capacité totale de stockage de 2500 m³.

Au total, 29 réservoirs de stockage sont répartis sur l'ensemble du réseau du SIAEP du Vallespir, ce qui représente une capacité globale de 10885 m³.

Le réseau AEP de la commune de Céret est équipé de 9 réservoirs qui totalisent une capacité de stockage de 4990 m³.

☞ Tableau : Caractéristiques des réservoirs présents sur Céret

Dénomination	Capacité (m ³)	Dénomination	Capacité (m ³)
Col de Bousseils	80	Clarimont	400
Terrasse au Soleil	250	Paillagourdy	200
Hauts de quartier de Céret	1200	Tranches II et III	200
Nogarede	800	Aubiry	1800
Calce rouge	60		

En sortie d'usine, l'eau traitée alimente :

- les quartiers « hauts » par refoulement dans une conduite DN80 depuis les deux réservoirs de 250 m³ situés en sortie d'usine ;
- les autres secteurs gravitairement par trois conduites en DN175, DN250 et DN350.

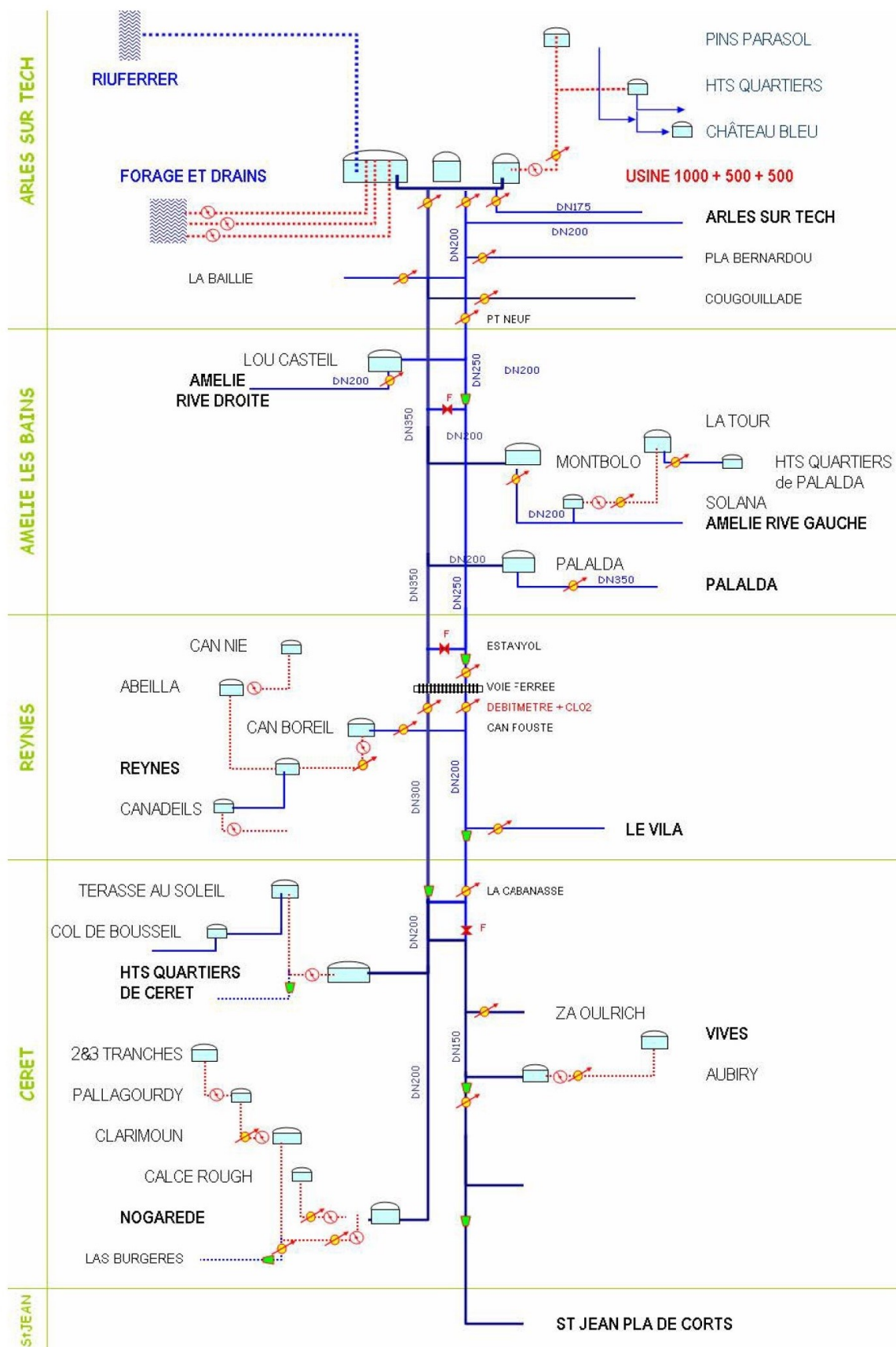
La longueur totale de réseau du SIAEP est de 203 km en 2016 répartis comme suit :

- 38 km de canalisations d'adduction ;
- 165 km de canalisations de distribution.

La majorité des canalisations est en fonte et acier (60%), puis en PVC (30%).

☞ Carte : Réseau d'alimentation en eau potable - Etat initial

☛ Schéma : Synoptique du système de production-distribution du SIAEP du Vallespir
(Source VEOLIA)



1.3.3. EAUX DISTRIBUEES

1.3.3.1. Objectifs

L'eau distribuée destinée à la consommation humaine doit respecter un certain nombre de critères de qualité :

- ne pas contenir de micro-organismes, de parasites ou toute autre substance constituant un danger potentiel pour la santé des personnes ;
- être conforme à des Limites de Qualité pour les paramètres susceptibles de générer des effets immédiats ou à plus long terme sur la santé des consommateurs ;
- satisfaire à des Références de Qualité, valeurs indicatives établies à des fins de suivi des installations de production et de distribution d'eau et d'évaluation de risques pour la santé des personnes.

1.3.3.2. Qualité générale

Les eaux brutes issues des différentes ressources situées à Arles-sur-Tech subissent un traitement dans l'usine d'Arles-sur-Tech avant distribution.

Des contrôles « au robinet du consommateur » sont effectués en application des articles L.1321-1 à L.1321-10 du Code de la Santé Publique, relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine. Ses dispositions sont précisées dans les articles R.1321-1 à R.1321-66 et annexes 13-1 à 13-3 du Code de la Santé Publique.

Le SIAEP du Vallespir réalise une surveillance permanente (obligatoire) par prélèvements et analyses via son délégataire. En parallèle, le contrôle officiel est assuré par l'Agence Régionale de la Santé Languedoc Roussillon (ARS) et les analyses sont réalisées par un laboratoire agréé par le Ministère en charge de la Santé.

Entre 2011 et 2016 trois non-conformités ont été détectées sur l'eau distribuée, une sur le plan bactériologique et deux sur le plan physico-chimique.

☞ Tableau : Résultats de la surveillance de l'ARS sur eau distribuée

Paramètres	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Conformité microbiologique	100 %	98,61 %	100 %	100 %	100 %	100 %
<i>Prélèvements* conformes</i>	76	71	69	76	68	58
<i>Prélèvements non-conformes</i>	0	1	0	0	0	0
Total	76	72	69	76	68	58
Conformité physico-chimique	100 %	100 %	100 %	92,59 %	100 %	100 %
<i>Prélèvements conformes</i>	21	24	18	25	17	17
<i>Prélèvements non-conformes</i>	0	0	0	2	0	0
Total	21	24	18	27	17	17

*Chaque prélèvement concerne une grande diversité de substances ; un prélèvement est déclaré non-conforme si un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité

1.3.3.3. Branchements en plomb

Le réseau de la commune de Céret comporte 7630 branchements en 2015, dont 126 branchements en plomb.

Ce sont environ 10 % des branchements en plomb qui sont annuellement remplacés.

1.3.3.4. Canalisations en PVC

Depuis le début des années 1970, le PVC (Polychlorure de Vinyle) a été utilisé pour la fabrication de canalisations d'eau potable, presque exclusivement pour les canalisations publiques. La fabrication de ces canalisations repose sur la polymérisation de Monochlorure de Vinyle (CVM). Ce composé peut présenter une toxicité pour des expositions chroniques par inhalation et ingestion. A partir de 1980, les procédés de fabrication ont inclus une phase de lavage destinée à réduire la teneur en CVM résiduel. Les matériaux en PVC antérieurs à 1980 peuvent cependant avoir potentiellement une teneur en CVM résiduel beaucoup plus élevée et induire une migration de CVM dans l'eau de consommation. Le relargage du CVM augmente ensuite avec le linéaire concerné, la température de l'eau et le temps de séjour de l'eau dans ces tronçons.

La Directive Européenne 98/83/CE du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine limite à 0,5 µg/L la teneur en CVM résiduel du PVC. L'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution prévoit l'analyse du CVM avec une limite de qualité pour les eaux destinées à la consommation humaine transposée de la Directive Européenne : 0,5 µg/L.

Sur l'ensemble du réseau du SIAEP du Vallespir, le seul secteur avec une valeur dépassant légèrement la norme, se situe sur le secteur de Can Partere, où la Compagnie fermière a mis en place une purge automatique en bout de réseau.

Suite à cette purge, et après analyse, il a pu être observé un retour à la normale.

1.4. BILAN/RATIOS DE FONCTIONNEMENT

1.4.1. ETAT DES LIEUX

Les volumes mis en distribution sont comptabilisés grâce à des compteurs sectoriels divisant la commune en secteurs de distribution. Les volumes consommés par les usagers du réseau sont quant à eux comptabilisés par les compteurs privés.

Le tableau suivant permet de suivre l'évolution entre 2011 et 2016 des différents paramètres de fonctionnement du réseau d'alimentation en eau potable du SIAEP du Vallespir.

☞ Tableau : Indicateurs de fonctionnement du réseau

Paramètre	Unité	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre d'habitants desservis	hab	17 911	17 944	17 867	17 763	17 836	17 868
Volume distribué annuel ^(a)	m ³	1 770 124	1 729 901	1 632 342	1 551 895	1 618 840	1 700 041
Volume distribué moyen	m³/j	4 850	4 739	4 472	4 252	4 435	4 658
Volume distribué de pointe ^(b)	m³/j	7 275 (Coef de pointe : 1,5)	7 109 (Coef de pointe : 1,5)	6 708 (Coef de pointe : 1,5)	6 378 (Coef de pointe : 1,5)	6 653 (Coef de pointe : 1,5)	6 987 (Coef de pointe : 1,5)
Volume consommé annuel	m ³	1 197 689	1 201 874	1 170 095	1 172 220	1 214 353	1 298 234
Volume consommé moyen	m ³ /j	3 281	3 293	3 206	3 212	3 327	3 557
Volume vendu à d'autres services ^(c)	m ³	26 631	16 174	13 683	14 778	23 194	17 653
Volume acheté à d'autres services	m ³	5 551	3 556	895	0	0	0
Rendement du réseau de distribution ^(d)	%	68,9 %	70,3 %	72,5 %	76,5 %	76,4 %	76,6 %
Indice Linéaire de Perte ^(e)	m ³ /j/km	9,6	8,9	7,8	6,3	6,6	6,65

(a) Année civile.

(b) Coefficient de pointe retenu de 1,5.

(c) Vivès et Montferrer.

(d) Rendement : (Volume consommé annuel + Volume vendu) / (Volume distribué annuel + Volume acheté).

(e) ILP : (Volume distribué annuel + Volume acheté) – (Volume consommé annuel + Volume vendu) / 158 km / 365.

On notera que globalement les volumes mis en distribution sont en diminution depuis 2011.

Ceci est dû à la réparation de fuites sur le réseau.

Les volumes d'eau consommés par commune du SIAEP sont présentés dans le tableau ci-dessous (source : rapports du délégataire).

☞ Tableau : Répartition des volumes consommés par commune

Commune	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Amélie-les-Bains - Palalda	309 035	314 676	289 729	296 522	318 678	366 201
Arles-sur-Tech	140 295	138 059	129 555	143 506	145 293	162 106
Céret	472 125	476 396	439 254	501 804	484 585	501 722
Montbolo	713	764	732	996	938	874
Reynès	72 216	80 465	69 724	75 020	84 234	71 391
Saint-Jean-Pla-de-Corts	106 666	112 886	101 592	111 594	111 929	117 599
TOTAL	1 101 050	1 123 246	1 030 586	1 129 442	1 145 657	1 219 405

Aux volumes consommés par les communes il faut rajouter les volumes utilisés par le service. Ainsi les volumes consommés pour l'année entière sont :

☞ Tableau : Calcul du ratio de consommation en 2016

	2016
Volume comptabilisé (348 jours) en m ³	1 219 405
Volume comptabilisé (365 jours) en m ³	1 282 478
Volume utilisé par le service en m ³	15 756
Volume consommé total en m ³	1 298 234
Ratio de consommation (l/hab/j)	171

En 2016 les volumes totaux consommés par le SIAEP du Vallespir se sont élevés à 1 298 234 m³. La consommation moyenne s'élève à 171 l/hab/jour.

Besoins de l'usine de traitement

Les besoins de l'usine de traitement sont estimés à 170 000 m³/an, soit environ 466 m³/j. Ils sont liés au contre-lavage des filtres, aux purges et lavage du décanteur et de l'analyseur Ntu, au Truitemètre, etc.
A l'horizon 2030, les besoins de l'usine pourront atteindre 200 000 m³/an, soit environ 550 m³/j.

1.4.2. CONFORMITE AUX RECOMMANDATIONS

Tel qu'indiqué par le FNDAE¹, à l'exception des recommandations de 1946 et 1948 (Circulaire du 12 Décembre 1946 du Ministère de l'Agriculture et Directives en date du 30 Juillet 1948 du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme), aucun texte récent ne définit les volumes à prendre en compte pour le dimensionnement des réservoirs. En pratique, les ordres de grandeurs de ces deux textes peuvent cependant être retenus pour définir les réserves à constituer :

- la circulaire du 12 décembre 1946 du ministère de l'Agriculture recommande de retenir pour le réservoir un volume égal à la distribution moyenne journalière ;
- le Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme demande dans ses directives en date du 30 juillet 1948 qu'en secteur urbain le volume de stockage des réservoirs soit égal au minimum à 50 % de la distribution journalière la plus forte.

Ces volumes permettent d'assurer une sécurité d'approvisionnement suffisante sans pour autant accroître de façon préjudiciable pour la qualité de l'eau le temps de séjour de celle-ci dans l'ouvrage.

L'appréciation des capacités de production et réserves s'appuie sur les volumes distribués moyen et de pointe², respectivement 4 658 m³/j et 6 987 m³/j sur l'année 2016. La capacité de réserve s'évalue en considérant également que 120 m³ sont bloqués pour la lutte contre l'incendie (cf. § 1.5.1.).

☞ Tableau : Conformité aux recommandations pour le SIAEP du Vallespir

Référentiel	Nécessaire	Disponible
Circulaire du 12/12/1946	4 658 m ³	10885 m³
Directives du 30/07/1948	3 494 m ³	10885 m³

La capacité de réserve actuelle sur le réseau du SIAEP du Vallespir est largement suffisante au regard des recommandations.

Pour la commune de Céret, nous pouvons retenir les volumes distribués moyen³ et de pointe⁴, respectivement 1 780 m³/j et 2 670 m³/j sur l'année 2016, sachant que la commune voisine de Saint-Jean-Pla-de-Corts est alimentée depuis Céret.

☞ Tableau : Conformité aux recommandations pour la commune de Céret

Référentiel	Nécessaire	Disponible
Circulaire du 12/12/1946	1 780 m ³	4990 m³
Directives du 30/07/1948	1 335 m ³	4990 m³

La capacité de réserve actuelle sur le réseau de Céret est largement suffisante au regard des recommandations.

¹ Fond National pour le Développement des Adductions d'Eau

² Coefficient de pointe retenu de 1,5

³ [501 722 m³ (Céret) + 117 599 m³ (St Jean Pla de Corts)] / 348 jours

⁴ Coefficient de pointe retenu de 1,5

1.5. DEFENSE INCENDIE

1.5.1. REGLEMENTATION APPLICABLE

La circulaire interministérielle n°465 du 10 décembre 1951 des Ministères de l'Intérieur, de la Reconstruction et de l'Urbanisme, et de l'Agriculture indique que les besoins en eau pour la lutte contre l'incendie peuvent être satisfaits indifféremment à partir du réseau de distribution d'eau potable ou par des points d'eau naturels ou artificiels.

L'utilisation du réseau d'eau potable par l'intermédiaire de prises d'incendie (poteaux ou bouches) nécessite les conditions suivantes : une réserve d'eau disponible de 120 m³ et un débit disponible de 60 m³/h à une pression de 1 bar à chaque bouche. Cette défense incendie peut être assurée par les réseaux existants, par des bâches incendie d'un volume de 120 m³ ou par des plans d'eau situés à proximité et accessibles aux véhicules d'intervention.

Afin de permettre une défense incendie correcte à partir des poteaux incendie du réseau d'alimentation en eau potable, il est nécessaire que les conditions suivantes soient respectées :

- la distance entre deux poteaux ne dépasse pas 400 mètres (cette longueur de 400 m correspond à environ deux fois la distance possible d'intervention depuis un poteau) ;
- les raccordements des poteaux incendie sont réalisés sur une conduite d'au moins 100 mm de diamètre pour pouvoir fournir un débit de 60 m³/h ;
- la pression de service ne soit pas inférieure à 1 bar.

1.5.2. RESERVE INCENDIE

La commune de Céret dispose d'une réserve incendie dédiée au droit des réservoirs les plus importants (en termes de volume).

1.5.3. RESEAU INCENDIE

La commune de Céret est équipée d'une centaine de poteaux incendie publics alimentés en eau à partir du réseau d'eau potable et raccordés pour la majorité d'entre eux sur les ossatures principales de diamètre supérieur ou égal à 100 mm.

Ces équipements publics sont contrôlés régulièrement. Ces contrôles portent notamment sur des essais de débit/pression et sur l'état fonctionnel général afin d'engager les remplacements nécessaires. Ces contrôles annuels permettent de maintenir le réseau en conformité avec les recommandations des services de lutte contre l'incendie en identifiant les défaillances et en engageant les travaux nécessaires pour y remédier.

La disposition des bornes incendie permet de couvrir l'intégralité de l'urbanisation continue existante desservie par le réseau communal d'eau potable.

1.6. BILAN/PERSPECTIVES

Dans le cadre du dossier de demande d'autorisation préfectorale au titre du Code de l'Environnement pour l'exploitation des captages d'eau potable : Forages F1 et F2 Barry d'Amont et Captage du Riuferrer, des estimations des besoins futurs ont été calculées.

Les données qui suivent sont issues de ce dossier.

Les besoins futurs à l'horizon 2030 peuvent être estimés en considérant :

- un ratio de consommation de 170 l/j/habitant,
- une population de 19 680 personnes en basse saison et 28 700 en haute saison,
- 3 mois de haute saison et 9 mois de basse saison,
- différents rendements de réseau,
- les besoins de l'usine estimés à 200 000 m³/an environ.

☞ Tableau : Estimation des besoins futurs en fonction du rendement net de réseau

Rendement net de réseau (%)	70	75	80	85	90
Consommation moyenne en basse saison (m ³ /j)	3 346				
Consommation moyenne en haute saison* (m ³ /j)	4 879				
Production nécessaire en basse saison (m ³ /j)	4 779	4 461	4 182	3 936	3 717
Production nécessaire en haute saison (m ³ /j)	6 970	6 505	6 099	5 740	5 421
Production annuelle nécessaire (m ³) (a)	1 946 024	1 816 289**	1 702 771	1 602 608	1 513 574
Besoin de l'usine (m ³ /an) (b)	200 000 (± 550 m ³ /j)				
Prélèvements annuels (m³) (a+b)	2 146 024	2 016 289	1 902 771	1 802 608	1 713 574

* Haute saison du 01/06 au 31/08 soit 92 jours

** Calcul [4 461 x (365-92) + 6 505 x 92]

En considérant un rendement de réseau de 75% à l'horizon 2030, les volumes prélevés seront de 2 020 000 m³ environ.

Les besoins journaliers de pointe devraient atteindre environ 7 055 m³/j (en incluant les besoins des usines = 6 505 + 550 m³), soit 353 m³/h pendant 20 heures.

Le rendement de réseau de 75% sera retenu au vu des rendements des deux dernières années.

Les besoins

A l'horizon 2030, en conservant un **rendement de réseau de 75 %**, les **volumes prélevés seront de 2 020 000 m³ par an** environ. Les **besoins journaliers de pointe atteindront 7 055 m³/j, soit 353 m³/h** pendant 20 heures (durée de fonctionnement de l'usine de traitement).

Les ressources

Le Riuferrer

Le débit prélevable pour l'AEP sur le Riuferrer sera de :

- 170 m³/h de juillet à septembre, soit 3 400 m³/j,
- 214 m³/h le restant de l'année, soit 4 280 m³/j.

La durée de prélèvement se fera sur 20 heures (durée de fonctionnement de l'usine de traitement).

Les forages F1 et F2 « Barry d'Amont » et le drain

Les différentes opérations d'essais de pompage réalisées sur les ouvrages du champ captant du Barry d'Amont ont mis en évidence la disponibilité de 5 700 m³/ jour répartis entre les forages et le drain de la façon suivante:

- - 2 000 m³/j, soit 100 m³/h pendant 20 h, sur F1,
- - 1 600 m³/j, soit 100 m³/h pendant 16 h, sur F2,
- - 2 100 m³/j, soit 150 m³/h pendant 14h, sur le drain Barry d'Amont.

Avec ces ressources (le Riuferrer et le champ captant du Barry d'amont), la disponibilité journalière est de 9 100 m³/j en période estivale et de 9 980 m³/j le restant de l'année. Les ressources sont satisfaisantes au regard des besoins de pointe de 7 055 m³/j (période estivale).

Enjeux « Eau Potable » :

- Sécuriser l'alimentation en eau potable des populations :
 - o en menant à terme les procédures d'autorisation administrative en cours sur les forages F1 et F2 Barry d'Amont et le captage du Riuferrer (SIAEP du Vallespir) ;
 - o en maintenant voir en améliorant le rendement de réseau en respectant a minima un rendement de 75 % ;
 - o en poursuivant la lutte contre le gaspillage d'eau ;
 - o Sécuriser les capacités de défense de la commune contre l'incendie.

2. ASSAINISSEMENT

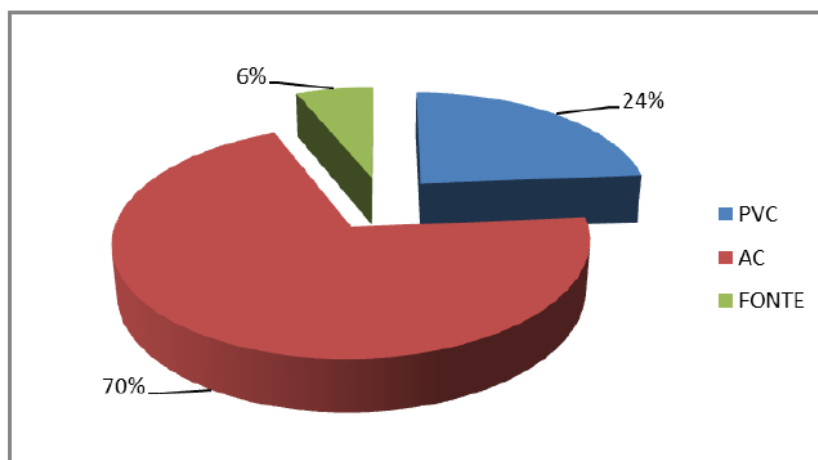
Les données qui suivent sont extraites du rapport annuel du délégataire de l'année 2016, VEOLIA EAU – Compagnie des Eaux et de l'Ozone, qui a un contrat d'affermage avec la commune de Céret pour les prestations suivantes : Dépollution, Gestion clientèle, Refoulement, Relèvement, Collecte des eaux usées.

2.1. ASSAINISSEMENT COLLECTIF

2.1.1. RESEAU

Le réseau d'assainissement de la commune de Céret est de type séparatif. La longueur totale du réseau est d'environ 5 km avec 8 postes de relevage/refoulement desservant plusieurs secteurs. Sur les 5 km de canalisations qui constituent le réseau de collecte, seuls environ 3500 m sont des conduites de refoulement, soit 7% du linéaire.

Le réseau est constitué principalement de conduite en amiante-ciment ($\varnothing$ 125 à 350 mm), en fonte ($\varnothing$ 150 à 300 mm), puis sur les réseaux les plus récents en PVC ($\varnothing$ 75 à 300 mm).



☞ Figure : Répartition des conduites d'assainissement par type de matériaux (Sce VEOLIA EAU - Rapport Déléataire 2016)

☞ Carte : Réseau d'assainissement collectif - Etat initial

2.1.2. STATION D'EPURATION

La commune de Céret dispose de sa propre station d'épuration mise en service en 2012. Cette installation traite les effluents des habitants de Céret, ainsi que ceux de la commune limitrophe de Reynès via une convention de raccordement fixée à 1200 E.H.

La station d'épuration présente une capacité de 14 500 E.H soit les charges suivantes :

- 870 kg/j de DBO5.
- 5500 m³/j.

La station d'épuration fonctionne avec une filière biologique de type boues activées aération prolongée, très faible charge.

Les effluents traités sont rejetés dans le Tech en rive droite.

Le fonctionnement de la station d'épuration est assuré par un exploitant délégué par la commune, VEOLIA EAU – Compagnie des Eaux et de l'Ozone pour la station d'épuration de Céret depuis sa mise en service.

Le tableau ci-dessous est issu du rapport annuel du délégataire de 2016 élaboré par le fermier.

☞ Tableau : Etat de charge de la station d'épuration

Paramètre	Capacité nominale	2016		Charge équivalente retenue		Capacité résiduelle
		Moyen	Maximum			
Débit journalier	5500 m ³ /j	1376 m ³ /j	2719 m ³ /j	49,5 %	2720 m ³ /j	2 780 m³/j
Charge moyenne annuelle entrante	870 kg _{DBO5} /j 14 500 E.H.	385 kg _{DBO5} /j 6423 E.H	559 kg _{DBO5} /j 9316 E.H	64,2 %	9 320 E.H.	5 180 E.H.

Pour définir la capacité résiduelle, nous avons retenu les charges maximales hydrauliques et organiques enregistrées en entrée de la station d'épuration.

Dans le cas présent, la charge organique est le paramètre limitant pour le calcul de la capacité résiduelle de la station d'épuration.



☞ Photo : Station d'épuration de Céret

2.1.3. BILAN/PERSPECTIVES DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

La station d'épuration de Céret est récente (2012).
Compte tenu de son dimensionnement (14 500 E.H.), de son bon fonctionnement et de l'état de charge actuel, cette station d'épuration peut encore accueillir les effluents correspondant à près de 5 100 nouveaux habitants et assurer un traitement efficace des effluents.

2.2. ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

2.2.1. REGLEMENTATION

En application de l'article L.372-3 du Code des Communes, la commune de Céret a délimité, après enquête publique :

- les zones d'assainissement collectif où la commune est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées,
- les zones relevant de l'assainissement non collectif où elle est tenue d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elle décide, leur entretien.

L'article 2 du décret du 3 Juin 1994 précise que : « *peuvent être placées en zones d'assainissement non collectif, les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un réseau de collecte ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement, soit parce que son coût serait excessif.* »

La mise en place d'une installation d'assainissement non collectif devra respecter les réglementations en vigueur et devra se conformer au règlement de service du SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif).

La Loi n°92-3 du 3 Janvier 1992 sur l'eau renforcée en 2006 et codifiée au Code de l'Environnement donne des compétences et des obligations nouvelles aux communes dans le domaine de l'assainissement non collectif. L'article L. 2224-8 du Code général des collectivités territoriales (article 35-I de la loi sur l'eau) précise que :

« Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, les communes assurent le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission de contrôle est effectuée soit par une vérification de la conception et de l'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de huit ans, soit par un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien pour les autres installations, établissant, si nécessaire, une liste des travaux à effectuer. Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis, selon une périodicité qui ne peut excéder huit ans. Elles peuvent, à la demande du propriétaire, assurer l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif. Elles peuvent en outre, assurer le traitement des matières de vidanges issues des installations d'assainissement non collectif. »

L'arrêté du 7 septembre 2009 fixe les modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif ainsi que les prescriptions techniques applicables à ces installations.

De manière schématique, le contrôle technique à mettre en place par les communes ou leur groupement comprend :

- un contrôle technique de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages. Pour les installations existantes, des visites seront l'instrument adéquat de diagnostic de leur fonctionnement et de la nécessité d'engager une réhabilitation. Il se traduira également par un contrôle a priori pour les installations nouvelles ou réhabilitées. Ce contrôle comportera l'examen de la filière proposée à travers une étude de sols et donnera lieu à une visite sur site avant remblaiement des ouvrages neufs afin d'obtenir un certificat de conformité ;

- des contrôles périodiques de leur bon fonctionnement et – dans le cas où la commune n'a pas décidé sa prise en charge – de leur entretien ; la périodicité prévue par le SPANC 66 est de 5 ans.

2.2.2. LOCALISATION ET CARACTERISTIQUES

Le zonage d'assainissement définit les secteurs en assainissement autonome. Il s'agit généralement de secteurs d'habitations situés à une distance suffisante des centres urbains pour limiter la faisabilité économique d'un raccordement au réseau d'assainissement collectif.

2.2.3. BILAN/PERSPECTIVES DE L'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL

Le SPANC 66 – Service Pour l'Assainissement Non Collectif – a été créé par arrêté préfectoral le 13 Octobre 2006. La commune de Céret a adhéré au SPANC 66 par délibération du Conseil Municipal. Son siège social est à Toulouges, 3 Boulevard de Clairfont, Naturopôle, Bâtiment 1.

Céret a transmis la compétence en Assainissement Non Collectif au SPANC 66. Le SPANC 66 a pour mission obligatoire, par arrêté du 7 septembre 2009, de :

- contrôler les installations existantes avant fin 2012 « loi sur l'eau de 2006 » ;
- contrôler les nouvelles installations ;
- contrôler de façon périodique le bon fonctionnement des installations.

Les usagers du service devront respecter le règlement de service SPANC 66 « annexé » approuvé par délibération du Comité Syndical du 16 juin 2010.

Par délibération du Conseil Syndical du 15 décembre 2009 en application de l'article L. 2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'étude de sol à la parcelle a été rendue obligatoire pour tout dépôt de dossier de construction ou réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif suivant le cahier des charges type.

Il est également rappelé que les raccordements particuliers doivent être effectifs au plus tard deux ans après la mise en service du réseau d'assainissement collectif en limite de propriété. Un usager dont son installation d'assainissement est récente et qui a été contrôlée conforme peut avoir une dérogation de 10 ans (Code de la Santé Publique).

Enjeux « Assainissement » :

- Réaliser un nouveau zonage d'assainissement en cohérence avec les projets d'urbanisation à venir.
- Etablir un projet d'urbanisme cohérent avec la capacité résiduelle de la station d'épuration : 5 100 E.H. (le paramètre limitant est la charge organique).

3. EAUX PLUVIALES

3.1. CONTEXTE HYDRAULIQUE

Le réseau hydrographique de Céret s'articule autour du Tech qui traverse le territoire d'Ouest en Est.

Le Tech prend sa source à 2 345 m d'altitude au Roc Colom dans le massif du Costabonne. Il s'écoule du Sud-Ouest vers le Nord-Est et se jette dans la Méditerranée après avoir parcouru près de 85 km, dont plus de la moitié dans le Vallespir. Son bassin versant a une superficie de 750 km². C'est le seul des trois fleuves roussillonnais à ne pas avoir été barré.

A Céret, après avoir parcouru 50 km et reçu ses plus gros affluents torrentiels, au Pont du Diable, le Tech possède un bassin versant de plus de 480 km².

Le fleuve côtier draine la totalité du territoire communal de Céret, par le biais de nombreux affluents (torrents et combes) souvent pérennes.

La majorité de ces cours d'eau secondaires, au caractère torrentiel affirmé sont issus du flanc Nord du massif de Fontfrède (rive droite du Tech). Les principaux sont d'Ouest en Est : le Ventous, le Colomer, les Tins, le Daudet, la Nogareda, le Matte-Cas (près du camping des Cerisiers), le Reixurt et le Font-Blanca. La plupart de ces torrents empruntent des vallées, des talwegs ou des gorges plus ou moins marqués, taillés dans le substratum rocheux, avant d'atteindre le piedmont et de s'encaisser progressivement dans les niveaux tertiaires et quaternaires de la plaine.

En rive gauche du Tech, le Riu-Cerdà, les ravins de Conillères, de Saint Férriol et des Moros sont issus du massif des Aspres et empruntent des vallées plus marquées mais moins encaissées, notamment au niveau de la plaine.

Le profil en long du Tech est défini comme ceci : on note la présence de fortes pentes (près de 8 %) sur la section amont du cours d'eau jusqu'à Amélie-les-Bains - Palalda (650 m) puis une stabilisation du profil en long autour de 1,75 % jusqu'à Céret.

Au-delà, la pente s'adoucit et se maintient à 0,3 % environ. Le régime du Tech est très irrégulier ; il est caractéristique d'un cours d'eau méditerranéen avec des étiages marqués l'été (août et septembre) et des régimes de crues au printemps (liées à la fonte des neiges) et à l'automne (épisodes orageux).

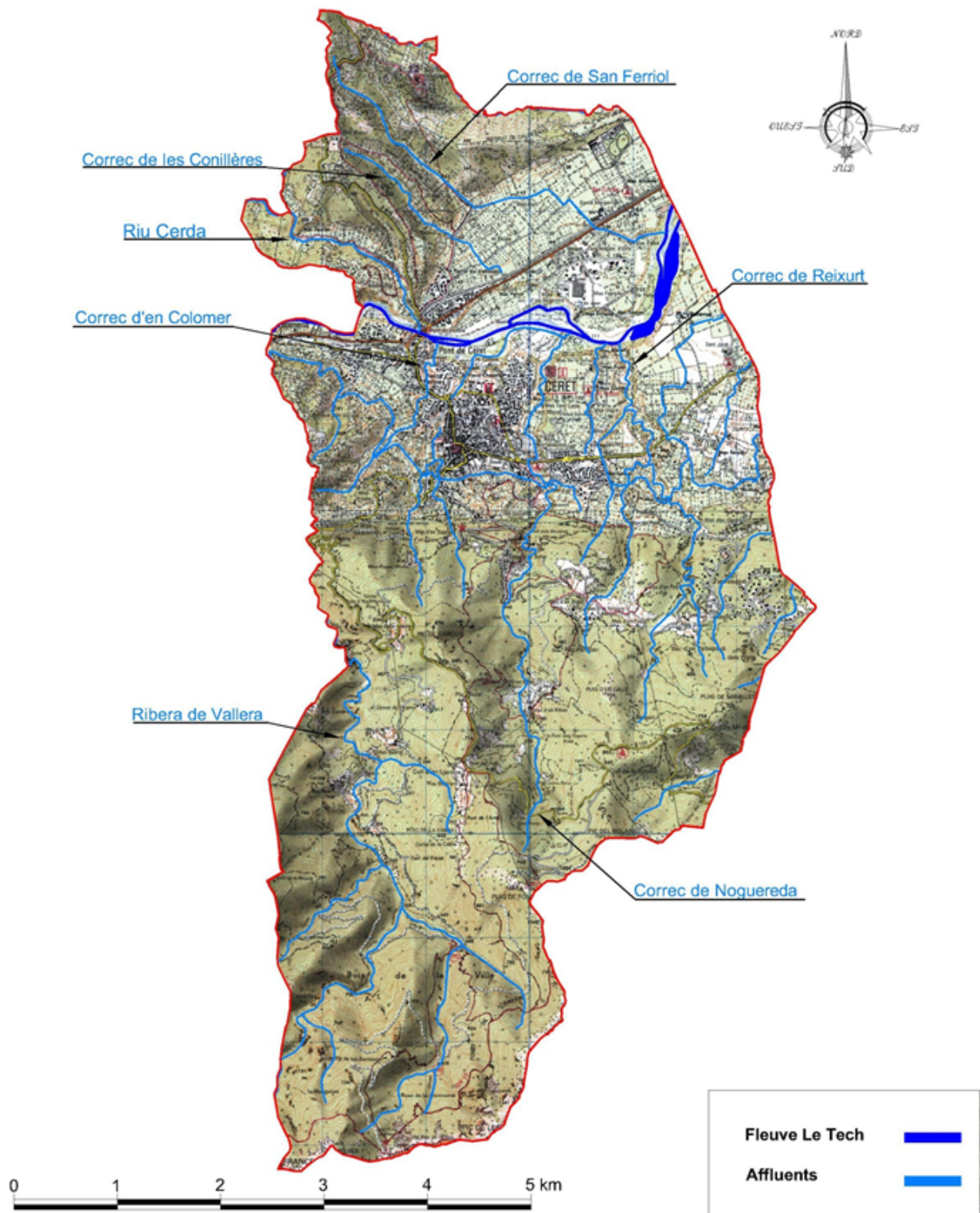
La construction d'un canal d'arrosage en 1866 permet d'irriguer largement les cultures. L'eau du Tech est détournée bien en amont de la ville et le canal suit les courbes de niveau. L'alimentation en eau potable se fait en pompant dans les alluvions du Tech en amont de la ville, indépendamment du canal d'arrosage.

De nombreux canaux d'irrigation s'écoulent également sur la Commune et participent au drainage des eaux pluviales.

Ces canaux sont caractérisés par un maillage très dense et sont majoritairement enterrés.

Ils jouent un rôle prépondérant dans la collecte des eaux pluviales du secteur urbain par l'intermédiaire d'avaloirs reliés aux canaux ou de réseaux pluviaux spécifiques de lotissement se rejetant dans les canaux.

☞ Carte : Réseau hydrographique du territoire cérétan



3.2. RESEAU PLUVIAL EXISTANT

Ce chapitre est issu des annexes sanitaires du PLU annulé par Jugement du Tribunal Administratif de Montpellier en date du 30 mars 2017.

3.2.1. RESEAU UNITAIRE DU CENTRE-VILLE : PLUVIAL ET ARROSAGE

De par le dénivelé existant au sein de l'urbanisation, les eaux de pluies sont majoritairement dirigées naturellement à l'Ouest sur la rivière de Reynès et à l'Est sur la rivière de la Nogarède.

La ville est à califourchon entre ces deux importants cours d'eau et sillonnée par de petits ravins, soit à ciel ouvert, soit canalisés, ou en réseau souterrain pour les besoins de l'urbanisation.

Ravin du COULUME (ou du HUGUENOT)

A l'Ouest, il draine la petite vallée de Coll de Bousseills, de la Mousquite, une partie du Ventous, traverse la Ville sous un pont routier, Avenue Maréchal Foch, pour se jeter dans le Tech au lieu-dit « Les Moulins », en aval du Pont du Diable, toujours à ciel ouvert.

Ravins de la FONTAINE PASSE-TEMPS et de la FONTAINE DAUDER

Très courts, ils coupent le Chemin Communal 13 F sous deux ouvrages avant de se rejoindre au lieu-dit « Pontet », Avenue Simon Batlle en souterrain pour créer le ravin dit « du TINS » qui coule ensuite à ciel ouvert avant d'être canalisé par buse Armco ovoïde de 2, 50 m sous le parking de la Fontaine d'Amour, puis canalisé par des buses en béton, sous le rond-point de « Banyoles » avant de se jeter au Tech en amont de la Conque .

Ce ravin reçoit également au lieu-dit « Pontet » Avenue Battle, l'exutoire d'un ouvrage canalisant les eaux du ravin du Casteillas et du Masot, de la Flore, de la rue Maillol, de la place de Tilleuls, ainsi qu'une décharge des eaux excédentaires de la rue des Evadés.

A hauteur de la Place de la République (Parking des Tins), une canalisation venant du Boulevard Maréchal Joffre reprend les eaux de la Vieille Ville et de la Place de la République.

A hauteur du Parking de la Fontaine d'Amour ce ravin sur sa rive gauche reçoit AUSSI deux petits exutoires (dont l'un portait le nom de Correch d'en Rigailot), tous deux canalisés en buses de Ø 1100 recueillent les eaux de l'Avenue François Mitterrand, des Rues Salvador Allende et rue Fernand Braudel, ainsi que les surplus des bassins de rétention de Tins'Simo et de l'Espace Payrot.

Ravin de SAN PLUGET

Il est souterrain sur la presque totalité de son parcours. (Buse Armco Ø 1,25 ovoïde) ; il prend naissance au lieu-dit l'Enclos, traverse l'Avenue d'Espagne, débouche après la Place de la Résistance et l'Avenue Jean Moulin.

Redevient à ciel ouvert et se jette dans le Tech entre la Conque et le Vieux Chaume.

ZONE OUEST – VIGNES PLANES et LA JOUBERTE

Deux petits ravins – de la Jouberte – la Cabanasse et du Ventous ont été détournés en partie lors de la création de la Gare S.N.C.F. et ne vont pas en ligne droite vers le Tech.

Ravin de La JOUBERTE

Il longe le chemin communal n° de Céret à Reynès, traverse la voie ferrée désaffectée et le C.C.15 et la R.D.n°115, pour se jeter dans le Tech au droit de l'usine électrique. Toujours à ciel ouvert, il collecte les eaux usées d'une zone peu urbanisée.

Ravin du VENTOUS

Il recueille les eaux du Vallon de la « Baraque d'en Biscaye » ; il a été bâché à ciel ouvert à partir du C.C.15 de Céret à Reynès vers l'Avenue de la Gare ; il longe celle-ci, la traverse au droit de la rue du 18 mars 1962, ainsi que la voie ferrée, longe la R.D.115, la traverse, longe à nouveau la voie ferrée, la traverse grâce à un tunnel et se jette dans le Tech entre le Pont Routier et le Pont S.N.C.F.

ZONE EST – NOGAREDE – MATTECAS

A l'Est le ravin de « Paloll » recueille les écoulements de la Zone des Hauts de Céret.

En ce qui concerne le lotissement de Nogarède, le ravin de Mattecass est canalisé en réseau souterrain depuis la rue de Nogarède jusqu'à l'Avenue d'Espagne.

Les eaux pluviales du lotissement de Nogarède sont dirigées dans la « Nogarède ».

Les eaux de la route de la Selva et de la Rue de Falgueroles sont réceptionnées par le Ravin de « Fulla ».

La VIEILLE VILLE et ses écoulements

Les caniveaux servent sans distinction à l'écoulement des eaux pluviales et d'arrosage, le canal d'arrosage principal étant mis hors circuit lors de fortes précipitations.

Route de la FORÊT, Rues des ÉVADES et FONTAINE DAUDER

Les eaux sont canalisées en réseaux aérien et souterrain, pour se jeter dans les ravins Passe Temps et Dauder. Le surplus est recueilli et envoyé dans l'ouvrage souterrain de la Place des Tilleuls.

Rues de la FUSTERIE et du COMMERCE

Les eaux d'arrosage et pluviales s'écoulent de part et d'autre des chaussées ; des reprises de surplus, existent sous la Porte de France, rue du Commerce pour se déverser dans l'ouvrage installé sous le boulevard Maréchal Joffre.

Un important avaloir recueille les eaux de la Fusterie côté pair et, évacue les eaux par canalisation souterraine, DN 400 jusqu'à la Place Picasso où elles se départagent boulevard Joffre et Place Picasso.

Rue du CENTRE HISTORIQUE

Les eaux pluviales suivent la pente naturelle et sont collectées sous le porche de San ROCH, du Vieux Céret et envoyées dans le collecteur souterrain du Boulevard Joffre via le Tins.

Rue de la RÉPUBLIQUE, Place de la RÉPUBLIQUE – Rue de L'ORMEAU

Les eaux suivent la pente naturelle des caniveaux et se jettent dans le Tins via un réseau souterrain (cadre 300 x 400 mm) situé rue de l'Ormeau.

Rue SAINT-FERREOL

Les eaux dévalent de part et d'autre de la chaussée jusqu'au Tins, Rond-Point de Banyoles. A hauteur du Cami-ral une canalisation en DN 450 se déverse dans la partie souterraine (cadre 300 x 400 mm) de la rue Saint-Ferréol.

Lotissement FORT (Rue du VENTOUS et partie Avenue Déodat de Séverac).

Les eaux du lotissement sont recueillies à l'entrée Nord et canalisées jusqu'au réseau souterrain de l'Avenue Déodat de Séverac ; côté Est, elles sont évacuées sur le ravin du Tins (Rond-Point de Banyoles).

Avenue DEODAT DE SÉVERAC (Côté OUEST) Avenue FOCH - Avenue FRANCES IRLA

Suivant le profil les eaux sont évacuées par un réseau souterrain dans le « ravin le Coloume » depuis la rue de la Tuilerie – caniveau souterrain 1600 x 500. Une partie de l'Avenue Foch et de l'avenue Frances Irla est canalisée en réseau souterrain jusqu'au Pont du Diable.

La VIEILLE VILLE

Place de la Liberté, Rue Pierre Brune, Rues Victor Hugo, Danton, Boulevard Arago, Place Picasso – Rues Aribaud, Elie Danflous.

L'eau ruisselle à ciel ouvert jusqu'à un gros avaloir Porte d'Espagne ; une canalisation DN 400 parcourt la rue Rameil, une partie de l'avenue d'Espagne ; puis l'avenue des Tilleuls ; par un canal situé sous trottoir, elle arrive jusqu'au ravin de San Pluget (cadre 300 x 400 mm).

Les eaux de ruissellement de la Rue des Capucins y sont collectées à hauteur du parking des Marronniers

La rue Siryes reçoit les eaux des Capucins par une canalisation, raccordée au canal de l'Avenue des Tilleuls.

Les eaux du stade Fondecave sont recueillies en souterrain et raccordées au canal de l'Avenue des Tilleuls par l'Avenue Jules Ferry.

Les eaux de ruissellement du lotissement de l'Enclos et une partie de l'Avenue d'Espagne, sont recueillies par le ravin de San Pluget (canalisation Ø 400 mm) puis par un canal aérien, avant de passer sous le Lycée Déodat de Séverac, au départ du ravin de San Pluget.

Boulevard MARÉCHAL JOFFRE

Les eaux de ruissellement de la Place Picasso Mairie; rue Manolo, place Soutine, rue de l'Eglise se jettent par des avaloirs dans le réseau souterrain venant de la rue de la Fusterie (voir plus haut).

A sa sortie, elles se départagent en réseau aérien, Place Picasso (côté Nord) vers la rue Pierre Rameil, partie Est de part et d'autre du boulevard Maréchal Joffre. Le côté Ouest de ce boulevard s'écoule en réseau aérien jusqu'à la rue Joseph Parayre.

Le caniveau côté Est est repris en souterrain à hauteur de la Rue Aribaud (Ø 400 mm) et s'écoule Boulevard Clémenceau.

Boulevard CLÉMENTCEAU - Place HENRI GUITARD - Rue GASTON CARDONNE - Partie Avenue JULES FERRY.

Une canalisation DN 400 reprend en partie des eaux du boulevard Maréchal Joffre jusqu'à la Place Henri Guitard ; un canal (200 x 300 mm) couvert longe le terrain de pétanque, la Place Henri Guitard, reprend par avaloir les eaux de la rue Gaston Cardonne et se jette dans le ravin de San Pluget. Un avaloir reprend les eaux de la Rue Gaston Cardonne, côté Nord et celles de la rue des Jardins Fleuris et les déverse dans le ravin de San pluget (Square Torrent) ; canalisation souterraine DN 400.

Boulevard JOFFRE

Un ouvrage souterrain recueille toutes les eaux en provenance de la Vieille Ville, les eaux de surface du boulevard, ainsi que le trop plein des eaux de la rue du Commerce (porte de France) à hauteur du Porche San Roch et les rejette au ravin du Tins (place de la République).

Rues JOSEPH PARAYRE - LOUIS COMPANYO - des ARÈNES

Les eaux côté ouest du Boulevard Joffre s'écoulent en aérien, rues Joseph Parayre et Louis Companyo.

Elles sont recueillies par un réseau souterrain à partir de la Rue des Arènes (Ø 500 mm), au croisement avec la rue Cami Ral puis renvoyées par un canal souterrain (Ø 500 mm) vers le ravin de San Pluget (façade Sud arènes et gendarmerie) place de la Résistance.

Une partie des eaux de la rue Cami Ral et de la place de la Résistance sont également prises en compte côté Est. (Ø 400 mm).

La portion Nord de la Rue des Arènes est également en réseau souterrain (arrosage et pluvial (Ø 400 mm) et constitue un canal secondaire du canal d'arrosage principal après le lotissement du Forum.

Avenue JEAN MOULIN

Suivant la déclivité, les eaux rejoignent San Pluget ou le Tins.

Lotissement FORNÉ – Côté CLINIQUE

Pour éviter un trop gros débit sur le Chemin de San Pluget, les lotissements «Canigou-Albères I - II – III », lotissement « Les Noisetiers II » les eaux sont rejetées par des canalisations enterrées Ø 600 et Ø 400 mm, via le ravin de « la Nogarède ».

Lotissement « LES PORTES DU VALLESPİR »

Ce lotissement crée sur des parcelles particulièrement plates et de nature de vignes nécessite un gros ouvrage d'évacuation des eaux pluviales.

Elles ont été canalisées par l'enfouissement de buses DN 600 puis DN 1100 depuis l'embranchement du chemin de Saint-Ferréol, sous la voirie du C.C. n°7, dit de Céret à Vivès jusqu'à la R.D. n° 615 avec une évacuation sur le ravin de Riusarda.

Sur une longueur de 800 mètres, les différents lotissements créés depuis sont directement branchés sur cet ouvrage.

3.2.2. RESEAU PLUVIAL ENTERRE

Les lotissements les plus récents sont équipés d'un réseau spécifique de collecte des eaux pluviales.

Lotissement « LES RESIDENCES DE VIGNES PLANES »

Les parcelles sont localisées au lieu-dit «Vignes Planes »

Le lotissement est à cheval sur les bassins versant naturels du correc d'en Colomer qui se jette dans le Tech à l'aval du Pont du Diable et du bassin versant du correc du ravin des Moulins à l'Ouest qui a son exutoire en amont du pont de la R.D 115 par l'intermédiaire d'un ouvrage souterrain qui draine l'ensemble des eaux pluviales du quartier de la gare.

Les eaux pluviales sont collectées par un réseau divisant le lotissement par deux bassins-versants distincts, équipé chacun d'une noue de rétention, permettant de recueillir les eaux pluviales du périmètre du lotissement même en cas de débordement du réseau.

Les eaux usées sont collectées par un réseau raccordé au réseau communal, l'évacuation se fait gravitairement sur la station d'épuration de Céret.

Le lotissement a fait l'objet d'une déclaration dans le cadre du code de l'Environnement (récépissé de déclaration 2007.17 en date du 06.03.2007).

Lotissement «EL VENTOUS»

Le lotissement «El Ventous » est composé de 5 lots pour des constructions d'habitations individuelles.

Les eaux pluviales en provenance des voies et des lots du lotissement sont captées, canalisées et évacuées dans une structure drainante située sous chaussée (Ravin des Ventous).

Le débit de fuite et la surverse de celle-ci sont évacués dans la canalisation Ø 400 existante située au Nord du lot.

Lotissement «RESIDENCE LA CASA BLANCA»

Le lotissement est à usage d'habitations et comporte 5 lots.

Les eaux pluviales en provenance du lotissement sont captées, canalisées et évacuées dans la canalisation existante située sous le passage piéton longeant la limite Ouest du lotissement (Ravin de Matecans).

Lotissement «LE CLOS DE FALGUEROLLES»

Le lotissement est composé de 7 lots destinés à des constructions individuelles

Les eaux pluviales en provenance de la voie du lotissement seront recueillies par des avaloirs et stockées dans une chaussée drainante située sous chaussée.

Un puits sec destiné à recevoir les eaux pluviales en provenance des toitures et des parties revêtues a été aménagé sur chaque lot,

Le débit de fuite et la surverse de cette chaussée drainante sont évacués dans le ravin de Matecans situé à l'Est du lotissement.

Lotissement «BELLEVUE»

Il s'agit d'un lotissement à usage d'habitations constitué de 7 lots.

Les eaux pluviales sont collectées par les caniveaux le long des voies, puis captées par des grilles - avaloirs.

Les eaux pluviales sont diffusées dans la structure absorbante de la chaussée par des drains agricoles.

Un puits sec de 6 m³ de rétention a été réalisé pour les lots de 1 à 5.

Par l'intermédiaire de canalisations (aérienne ou souterraine) ces eaux sont acheminées vers le ravin de la Fount d'En Dauder.

Lotissement «LES TERRASSES CERETANES»

Il s'agit d'un lotissement composé de 12 lots destinés à la construction de maisons d'habitations.

Le projet se situe dans le bassin versant du « Ravin des Tins » un affluent du Tech.

Le ravin de la Fount d'En Dauder recueille les eaux pluviales de la zone concernée par le lotissement. Le système de collecte et d'acheminement des eaux pluviales se compose de caniveaux, grilles avaloirs, de caniveau-grille au point bas de la voie principale et de canalisations souterraines en béton armé (Ø 300 à 500 mm).

Avant rejet dans le milieu naturel, les eaux transitent par un bassin de rétention (à côté du lot 8 et face au lot 1).

Lotissement « LES BALCONS DES ALBERES »

Lotissement de 11 lots à usage d'habitation, situé à l'Est de la Ville, à 1700 mètres environ du cœur du village. Il est bordé au Nord, par le Chemin de Falgueroles et au Sud, Est, Ouest par des propriétés non cultivées.

Les eaux extérieures de ce lotissement sont recueillies par le chemin de Falgueroles, celles-ci sont récupérées par un réseau (Ø300 mm puis Ø400 mm). A l'ouest, elles sont évacuées par le fossé existant au Sud du lotissement, où il existe dans le ravin une buse (Ø500 mm) qui permet de concentrer le débit amont du ravin.

Lotissement LES « TERRASSES »

Lotissement au lieu-dit « la Jouberte » est constitué de 17 lots à usage d'habitations.

Les eaux s'écoulent par ruissellement le long de la voirie interne du lotissement et seront dirigées, par l'intermédiaire d'un réseau à aménager par une buse Ø400 mm au travers de « bouches + grilles – avaloirs » jusqu'aux bassins aménagés en entrée de lotissement. Le raccordement s'effectue par prolongement du réseau existant au nord - Ø600 mm en extrémité de la rue de la Jouberte (Ravin Jouberte).

Lotissement « LE CLOS DES AMANDIERS »

Lotissement de 13 lots à usage d'habitation, situé au lieu-dit « Las Hortes ».

Les eaux pluviales des parties communes sont recueillies, canalisées et évacuées dans une chaussée drainante située sous la chaussée et parkings, celles-ci se rejettent dans le fossé existant situé en pied de talus côté Nord.

Les eaux de ce canal sont canalisées jusqu'au lit majeur du ravin de Sant Pluget par une conduite aménagée dans le talus.

Enjeux « Eaux pluviales » :

- Maîtriser et compenser les surcharges hydrauliques induites par l'imperméabilisation dans le cadre des projets urbains en accord avec les doctrines du PGRI.

4. DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

La Communauté de Communes du Vallespir, dont fait partie Céret, dispose de la compétence de collecte des ordures ménagères et des déchets assimilés sur son territoire.

L'organisation de la collecte et de l'utilisation des points d'apport volontaire (colonnes, conteneurs et déchèterie) fait l'objet d'une communication auprès des riverains via notamment le site Internet de la mairie.

4.1. COLLECTE

La collecte des déchets s'effectue en respectant le tri sélectif selon deux principaux flux, les OMR (Ordures Ménagères Résiduelles) et les DMR (Déchets Ménagers Recyclables) via le ramassage du contenu des containers individuels et petit collectif en porte à porte.

Les OMR font l'objet d'une collecte à une fréquence d'une fois par semaine en période hivernale et deux fois par semaine en période estivale.

Les DMR font quant à eux l'objet d'un enlèvement tous les 15 jours.

Ces tournées de ramassage présentent une saisonnalité.

Sur 2014, 6 352 t d'OMR ont été collectés transférées à l'UTVE de Calce depuis le quai de transfert de Céret.

Ces OMR et les DMR sont amenés, avec les déchets d'autres communes, au quai de transfert de Céret géré par le SYDETOM. Les autres déchets (déchets ménagers spéciaux, gravats, verre, etc.) ne font pas l'objet d'une collecte organisée mais peuvent être amenés aux points d'apport volontaire décrits dans le chapitre suivant.

La collecte des encombrants est organisée par la communauté de communes au porte à porte après inscription en mairie.

Les autres déchets (déchets ménagers spéciaux, gravats, verre, etc.) ne font pas l'objet d'une collecte organisée mais peuvent être amenés aux points d'apport volontaire décrits dans les chapitres suivants.

Note : Les fréquences indiquées sont celles en vigueur en 2018. Elles peuvent être amenées à évoluer pour s'adapter aux flux de déchets générés et à l'étendue de l'urbanisation desservie.

Les DASRI (Déchets d'Activités de Soins à Risque Infectieux)

Depuis le 1^{er} Juin 2014, un nouveau dispositif, mis en place par l'éco organisme DASRI est opérationnel.

Les Patients en Auto-Traitement peuvent désormais récupérer gratuitement dans toutes les pharmacies, sur présentation d'une ordonnance, des boîtes à aiguilles (boîtes jaunes à couvercle vert), accompagnées d'un mode d'emploi. Une fois pleines celles-ci doivent être ramenées dans les pharmacies « point de collecte » (125 dans le département), repérables grâce à l'affichette apposée sur leur devanture ou sur la carte de géolocalisation disponible sur le site internet du SYDETOM66. Sur la commune de Céret, 3 pharmacies (Saint-Ferréol, Normand-Antoine et Principale) collectent les boîtes pleines.

Ces DASRI suivront ensuite un circuit d'élimination, sécurisé et isolé du traitement des ordures ménagères, afin d'éviter tout risque de contact des agents de collecte et de traitement avec du matériel usagé ou des pathogènes.

Il est strictement interdit de jeter les DASRI dans les containers d'ordures ménagères ou de tri.

Collecte des ampoules

Deux enseignes présentes sur le territoire communal de Céret collectent les ampoules.

Collecte des piles

Quatre enseignes présentes sur le territoire communal de Céret collectent les piles.

4.2. EQUIPEMENTS

En plus des conteneurs individuels en zone pavillonnaire, des composteurs individuels sont disponibles afin de réduire la proportion d'ordures ménagères résiduelles.

Des points d'apport volontaire sont également répartis au sein même de la commune de Céret. Les déchets ainsi collectés sont récupérés par le SYDETOM 66.

☞ Tableau : Points d'apport volontaire

Flux	Nombre de containers
EMR	26
Verre	39
Textile	4

Sur l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes du Vallespir est prévue la mise en place de colonnes enterrées pour les apports volontaires d'OMR et DMR.

4.3. DECHETERIE

Les résidents de Céret ont accès à la déchèterie intercommunale présente sur leur territoire au sein de la zone industrielle Tech Oulrich. Cette déchèterie permet le dépôt du tout-venant, des gravats, cartons, ferrailles, végétaux, bois, DEEE, Huiles, Déchets spéciaux (produits phytosanitaires notamment), Piles-Batteries, Emballages et Verre.

La déchèterie de Céret accepte les déchets des professionnels situés sur le territoire de la Communauté de communes du Vallespir. Les conditions d'acceptation et les tarifs appliqués dépendent du type de déchets.

Sur 2014, les résidents de la Communauté de Communes du Vallespir y ont apporté 4 324 t de déchets.

☞ Tableau : Répartition des tonnages collectés sur la déchèterie de Céret en 2014
(Observatoire de la Gestion des Déchets Non Dangereux des Pyrénées-Orientales – Bilan 2014)

Déchèterie	Déchets verts	Bois	Ferraille	Cartons	Tout-venant incinérable	Tout-venant non-incinérable	Gravats	DDM	DEEE	DDS	Tonnages admis en 2014
Céret	872	409	142	239	753	895	862	96	82	14	4 324

Une aire de broyage et de stockage des déchets verts est installée sur le site. Elle a permis la collecte et le traitement de 2655 t de déchets verts en 2014

4.4. RESSOURCERIE DU VALLESPIR

Une ressourcerie, « La Ressourcerie du Vallespir », est installée au sein de la Zone Tech Oulrich, en face de la déchèterie.

Elle est gérée par l'association « la Recyclerie du Vallespir » et ouverte les mardis, jeudis, vendredis et samedis.

Elle a été mise en place dans le cadre du Programme Local de Prévention des Déchets porté par le SYDETOM 66.

Chaque jour, de nombreux objets, toujours en bon état mais dont nous n'avons plus l'utilité, sont jetés. La ressourcerie est l'opportunité de leur donner une 2^{ème} vie, et contribuer ainsi à la réduction des déchets.

Les objets collectés sont triés, nettoyés, réparés et rénovés si besoin, puis ils sont remis en circulation au sein d'un magasin solidaire ouvert sur place.

4.5. EVACUATION

Les ordures ménagères et déchets assimilés collectés (OMR) sont dirigés vers l'Unité de Traitement et de Valorisation Energétique de Calce pour y être incinérés après passage sur le quai de transfert de Céret situé dans la zone industrielle Tech Oulrich et géré par le SYDETOM 66.

Les fractions recyclables collectées (DMR), sont triées au Centre de tri départemental de Calce pour envoi vers les filières de recyclage. Les déchets non fermentescibles ultimes (non recyclables, non incinérables) sont enfouis au Centre Spécialisé des Déchets Ultimes d'Espira-de-l'Agly. Enfin, les déchets verts sont valorisés en compostage.

Les autres flux faisant l'objet d'un tri préalable et collectés dans les bornes d'apport volontaire ou au sein des déchèteries font l'objet d'un envoi vers les installations de traitement autorisées en favorisant autant que possible les filières de recyclage ou valorisation matière.

Enjeux « Déchets » :

- Poursuivre la mise en place d'équipements permettant la collecte sélective ;
- Étendre l'organisation et le réseau existant aux projets d'urbanisation.

ETAT FINAL

La commune de Céret envisage d'ouvrir de nouvelles zones à l'urbanisation en continuité des secteurs urbanisés.

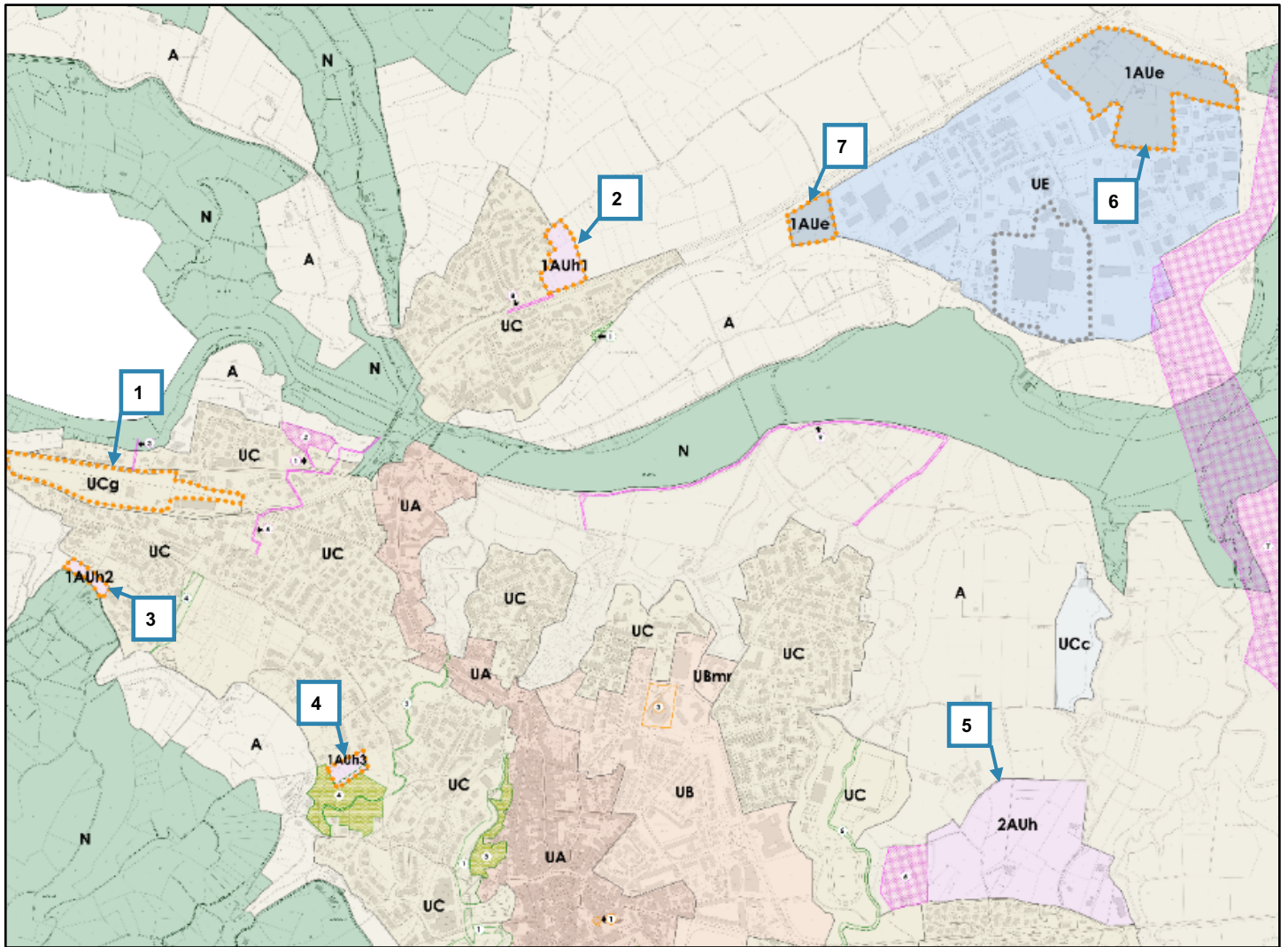
A l'horizon du PLU (15 ans), la population permanente est estimée à 9099 habitants.

☞ Tableau : Récapitulatif des secteurs de développement

Zones		Type	Superficie (ha)	Nombre de logts/ha	Logements	Population supplémentaire potentielle**
Urbanisation au sein des secteurs urbanisés (projets en cours)						
1	Requalification secteur Gare	UCg	-	30	122	232
-	Densification	-	-	-	47	89
-	Remise sur le marché de logements vacants	-	-	-	40	76
Total secteurs urbanisés (projets en cours)					209	397
Nouveaux secteurs d'urbanisation immédiate destinés à l'habitat						
2	La Porte du Vallespir	1AUh1	1,2	30	36	68,4
3	Rue Ludovic Massé	1AUh2	0,3	20	6	11,4
4	La Crèche	1AUh3	0,4	15	6	11,4
Nouveau secteur d'urbanisation bloqué destiné à l'habitat						
5	Nogarède	2AUh	11,8	30	354	672,6
Total secteurs d'urbanisation pour l'habitat			13,7	-	402	764
TOTAL POPULATION SUPPLEMENTAIRE ESTIMEE						1161
Nouveaux secteurs d'urbanisation immédiate destinés à l'économie						
6	Tech Ulrich Est	1AUe	7,4	-	-	-
7	Tech Ulrich Ouest	1AUe	1,1	-	-	-

Les superficies artificialisées à termes représentent un total de 22,2 ha.

Figure : Localisation des zones d'urbanisation du PLU



1. ALIMENTATION EN EAU POTABLE DES NOUVEAUX SECTEURS

1.1. PRISE EN COMPTE DES RESSOURCES STRATEGIQUES POUR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

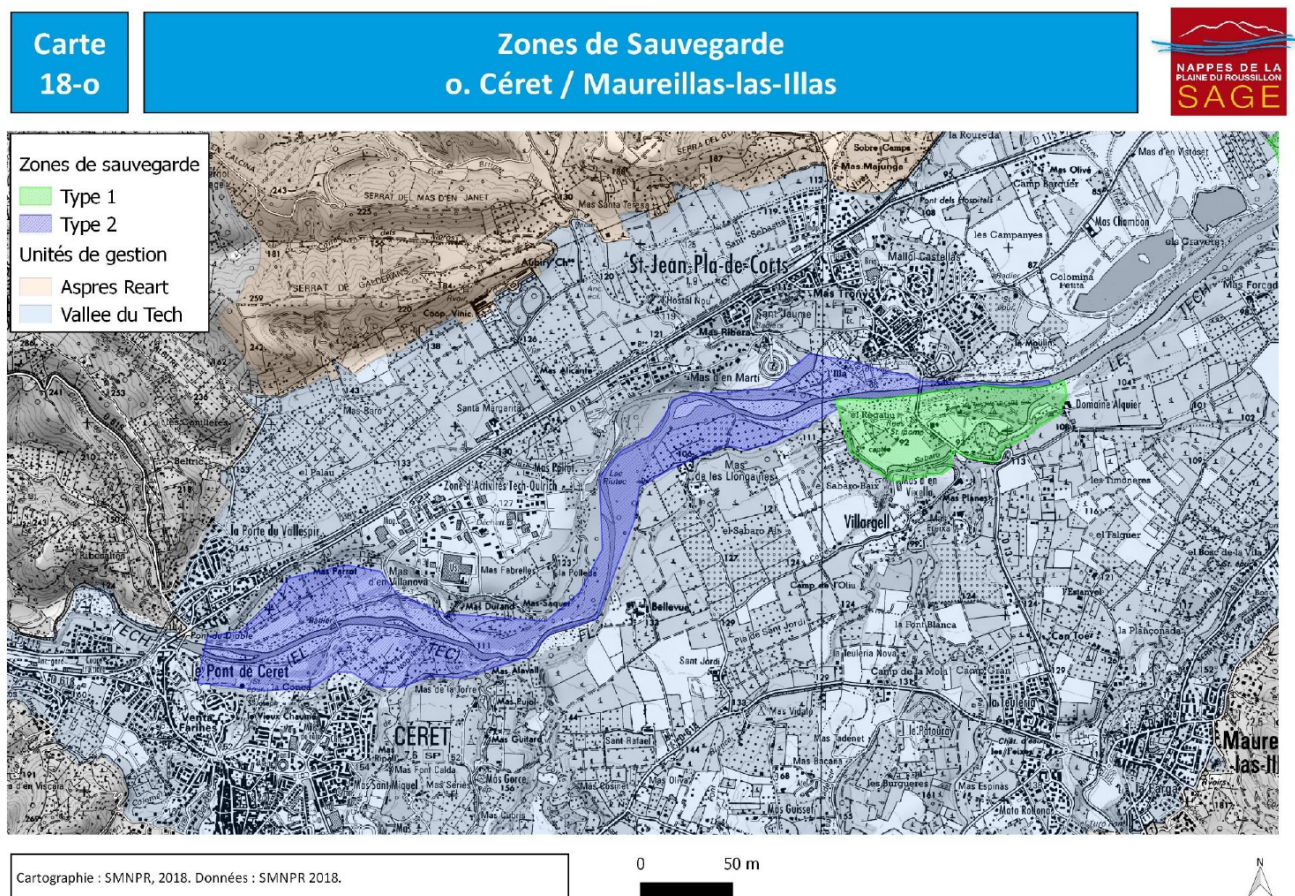
Des Zones de Sauvegarde pour le futur ont été définies au travers d'une étude « ressources majeures de la plaine du Roussillon » et sont inscrites dans le SAGE de la Plaine du Roussillon. Ainsi, le SAGE identifie les zones stratégiques pour l'AEP actuelle et future, parmi lesquelles les principales zones de recharge des nappes (zones définies par l'étude d'identification des ressources majeures).

Il précise les objectifs de préservation ou restauration de ces zones ainsi que les outils à mettre en place pour contraindre l'urbanisation de ces zones. Il stipule les modalités de prise en compte de ces zones et des objectifs de protection dans les documents d'urbanisme.

Deux types de « zones de sauvegarde » ont été distingués :

- Zones de catégorie 1 : enjeu très fort, protection importante à prévoir.
- Zones de catégorie 2 : enjeu fort, protection à prévoir.

Figure : Localisation des Zones de sauvegard sur le secteur de Céret et en aval



La commune de Céret abrite une zone de sauvegarde de Type 1, en lien avec le Tech et sa nappe d'accompagnement.

Le zonage du PLU de Céret prend en compte la ressource stratégique identifiée, afin de ne pas impacter sa qualité et de préserver son équilibre quantitatif.

Ainsi, la zone de sauvegarde est concernée par des zones N et A au sein du PLU de Céret.

1.2. ADEQUATION BESOINS-RESSOURCES

Une projection des besoins en eau peut être établie sur la base des ratios établis au sein de l'état initial (coefficient de pointe, consommation moyenne par habitant, rendement de réseau).

☞ Tableau : Projection des besoins en eau

Paramètre	Unité	2016	Terme PLU		Donnée de comparaison
Population permanente desservie	hab	7885	9099		-
Volume distribué annuel	m ³	734 211	827 098	771 958	-
Volume distribué moyen	m³/j l/hab/j	2 012 255	2 266 249	2 115 232	-
Volume distribué maximal	m³/j	3 017 Coef : 1,5	3 399 Coef : 1,5	3 172 Coef : 1,5	
Réserve recommandée	m³	1 509	1 700	1 586	Capacité de réserve : 4990 m³
Volume consommé annuel	m ³	501 722	578 969		-
Volume consommé moyen	m ³ /j l/hab/j	1 375 174	1 586 174		-
Rendement de réseau	%	68,3	70,0	75,0	-

Avec un rendement de réseau de 70%, la capacité de réserve est 1,5 fois supérieure au volume distribué maximal à termes.

La capacité de réserve est largement suffisante.

Les ressources sollicitées par le SIAEP (le Riuferrier et le champ captant du Barry d'amont), présentent une disponibilité journalière⁵ est de 9 100 m³/j en période estivale et de 9 980 m³/j le restant de l'année.

Les simulations réalisées à l'horizon 2030⁶ font état d'un besoin de pointe de 7 055 m³/j pour l'ensemble des communes du SIAEP (28 700 habitants), soit une marge de 2 045 m³/j par rapport à la disponibilité de la ressource en période estivale.

A noter que le SIAEP du Vallespir a été sollicité le 25 novembre 2019 par la commune de Céret, afin d'approfondir l'adéquation besoin/ressource dans le cadre de la révision du PLU.

⁵ Cf. § 1.1 Ressources et leur protection

⁶ Dossier de demande d'autorisation préfectorale au titre du Code de l'Environnement pour l'exploitation des captages d'eau potable : Forages F1 et F2 Barry d'Amont et Captage du Riuferrier voir § 1.6 Bilan/Perspectives

Le SIAEP a pour objectif sérieux d'économiser 25000 m³/an de perte sur les fuites pour atteindre un objectif d'ILVNC (Indice Linéaire des Volumes Non Comptés) de 4 d'ici 5 ans.

Sans bouleversement majeur et avec le suivi du programme, le SIAEP du Vallespir est en mesure de satisfaire jusqu'en 2033, les besoins des communes qui la composent sans augmenter les prélèvements dans le milieu.

La capacité de production du SIAEP est suffisante pour couvrir les besoins de l'ensemble des communes adhérentes, dont Céret, à l'horizon du PLU.

1.3. RACCORDEMENTS POSSIBLES AU RESEAU D'EAU POTABLE

Pour desservir les nouvelles zones à urbaniser, plusieurs raccordements et maillages seront réalisés sur les réseaux existants, avec la mise en place de vannes de sectionnement permettant d'isoler les différents secteurs.

Ces maillages permettront d'alimenter chaque secteur depuis plusieurs points et de favoriser une circulation de l'eau, évitant ainsi la stagnation dans les conduites.

En cas d'intervention sur le réseau d'alimentation en eau potable, seul le secteur concerné par les travaux pourra être isolé sans perturber la distribution sur l'ensemble de la zone.

Toutes les propositions qui suivent sont des indications de possibilité de raccordement et devront être validées par des études techniques et notamment celle des compatibilités de pression/débit, de dimensions de canalisations et de couverture par le réseau incendie.

Les flèches bleues sur les cartes associées aux zones à desservir en eau potable indiquent les possibilités de raccordement sur les réseaux existants.

1.3.1. DESSERTES DES SECTEURS URBANISES (PROJETS EN COURS)

📍 **SECTEUR : LA GARE (UCq)**

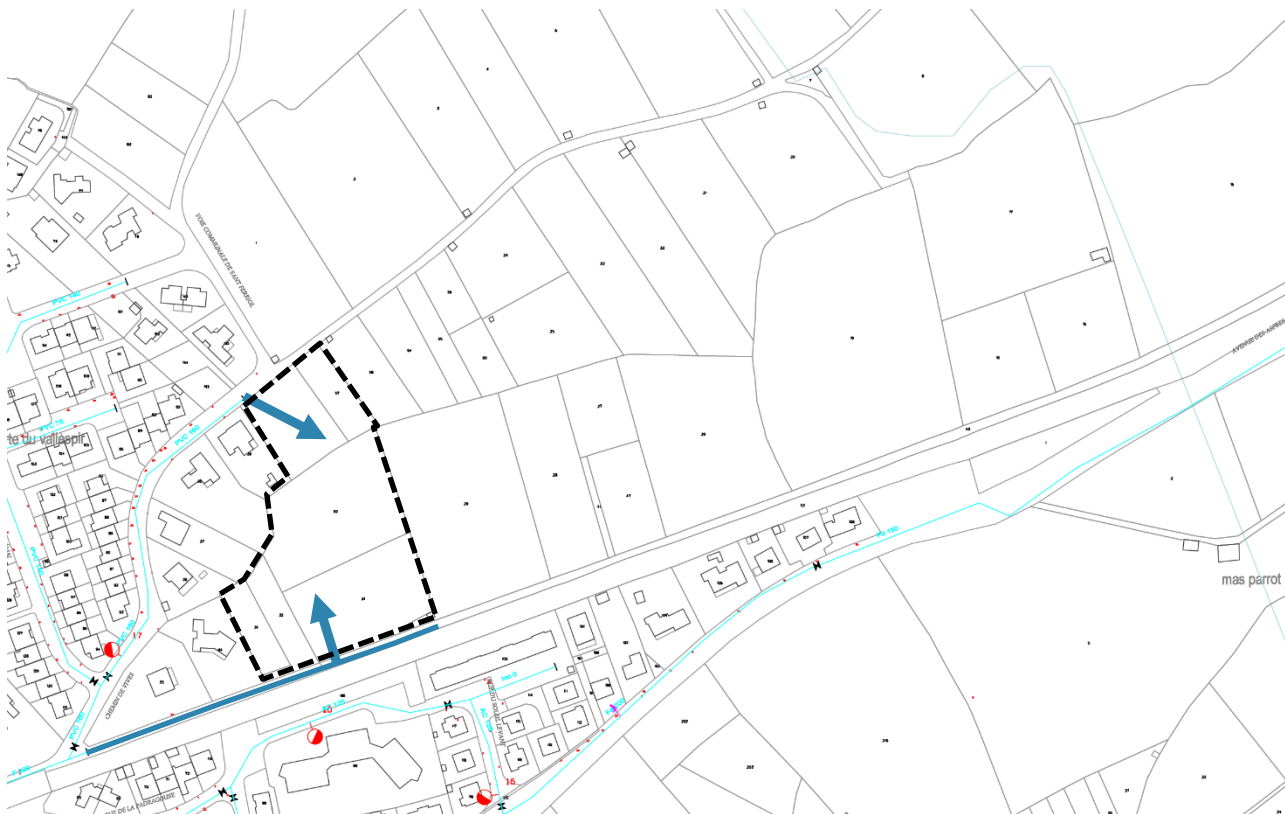
- Réseau Fonte ø 200 mm de l'avenue de la Gare au Sud.
- Réseau Fonte ø 100 mm de l'avenue du Vallespir au Nord.



1.3.2. SECTEURS D'HABITAT OUVERTS IMMEDIATEMENT A L'URBANISATION

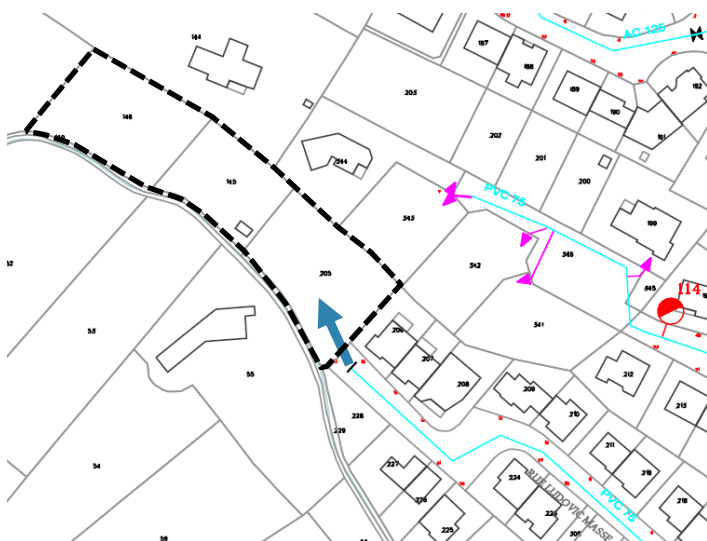
SECTEUR : LA PORTE DU VALLESPIR (1AUH1)

- Réseau PVC ø 160 mm du Chemin de Vivès au Nord.
- Prolongement du réseau Fonte 200 mm du Chemin de Sainte Marguerite au Sud-Ouest.



SECTEUR : RUE LUDOVIC MASSE (1AUH2)

- Réseau PVC ø 75 mm de la Rue Ludovic MASSE.



📍 **SECTEUR : LA CRECHE (1AUH3)**

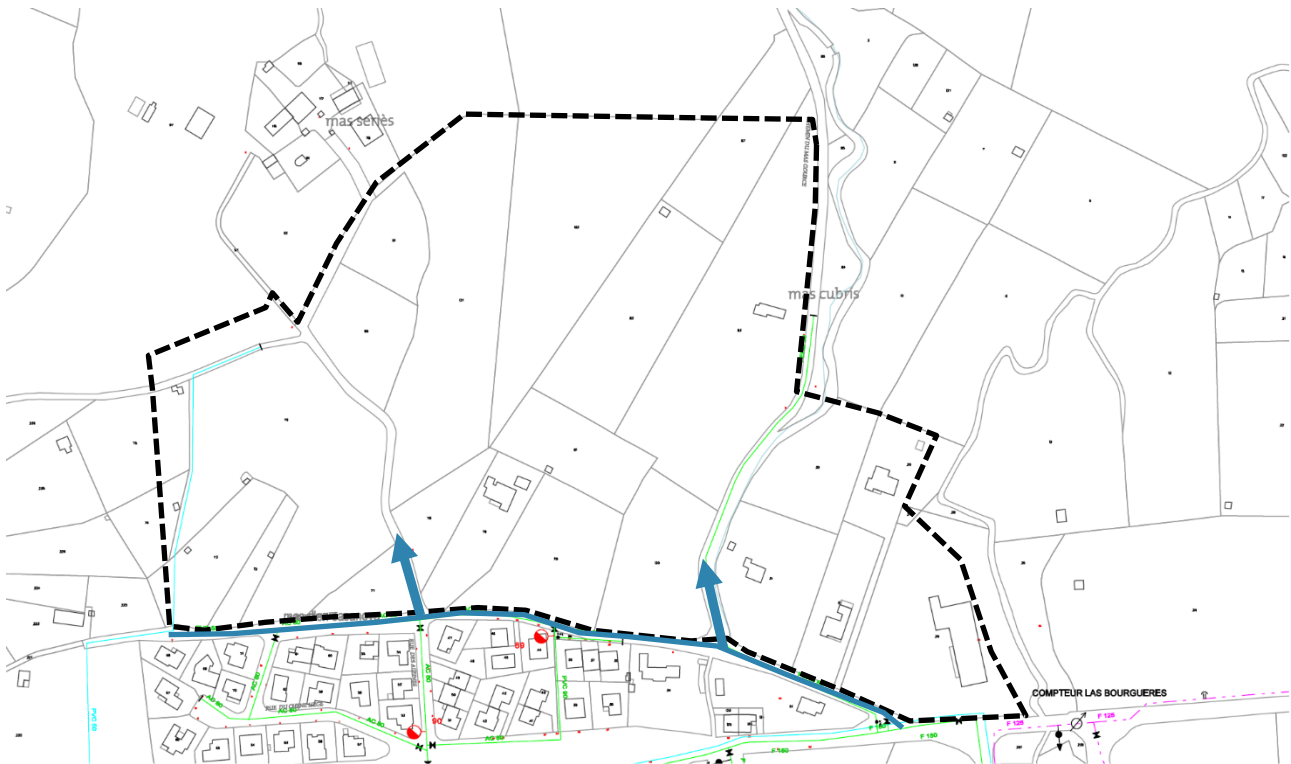
- Réseau Fonte ø 80 mm de l'avenue Marie Curie.
- Réseau Fonte ø 150 mm entre les avenues Marie Curie et des Vignes Planes (selon les besoins).



1.3.3. SECTEURS D'HABITAT BLOQUE

📍 **SECTEUR : NOGAREDE (2AUH)**

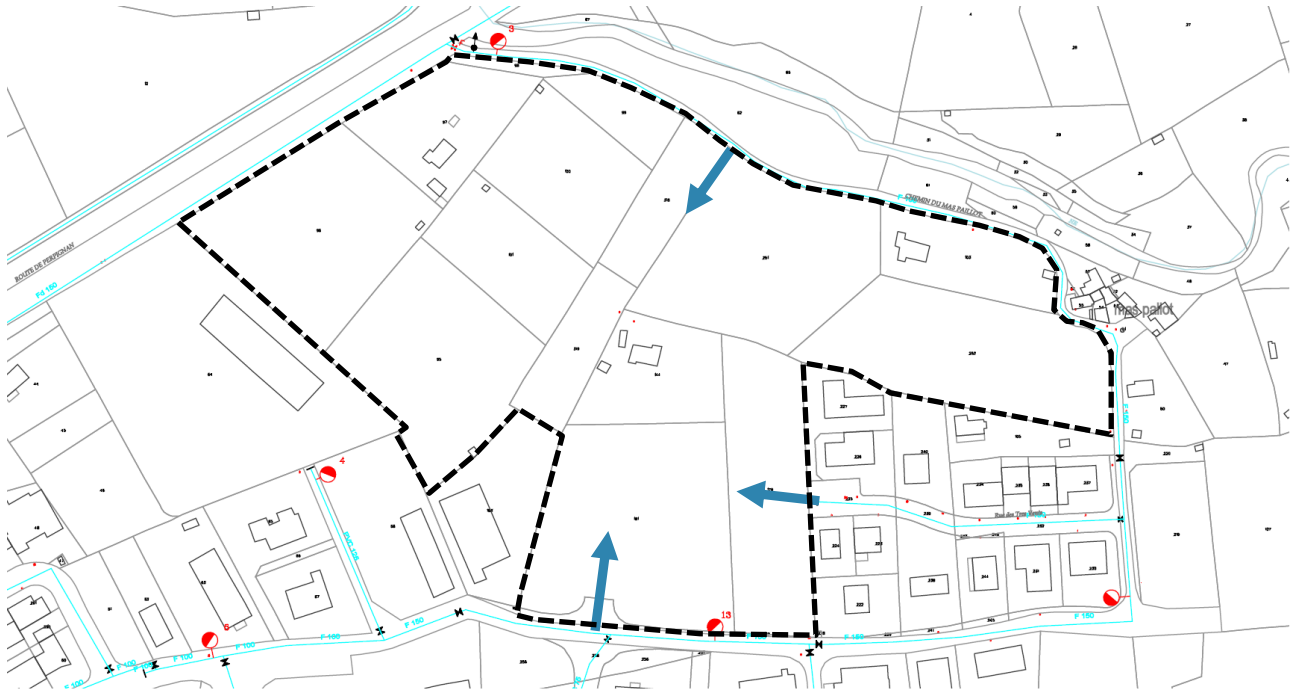
- Extension du réseau Fonte ø 150 mm depuis l'intersection rue du Bosquet – RD618 au Sud-Est.



1.3.4. SECTEURS ECONOMIQUES OUVERTS IMMEDIATEMENT

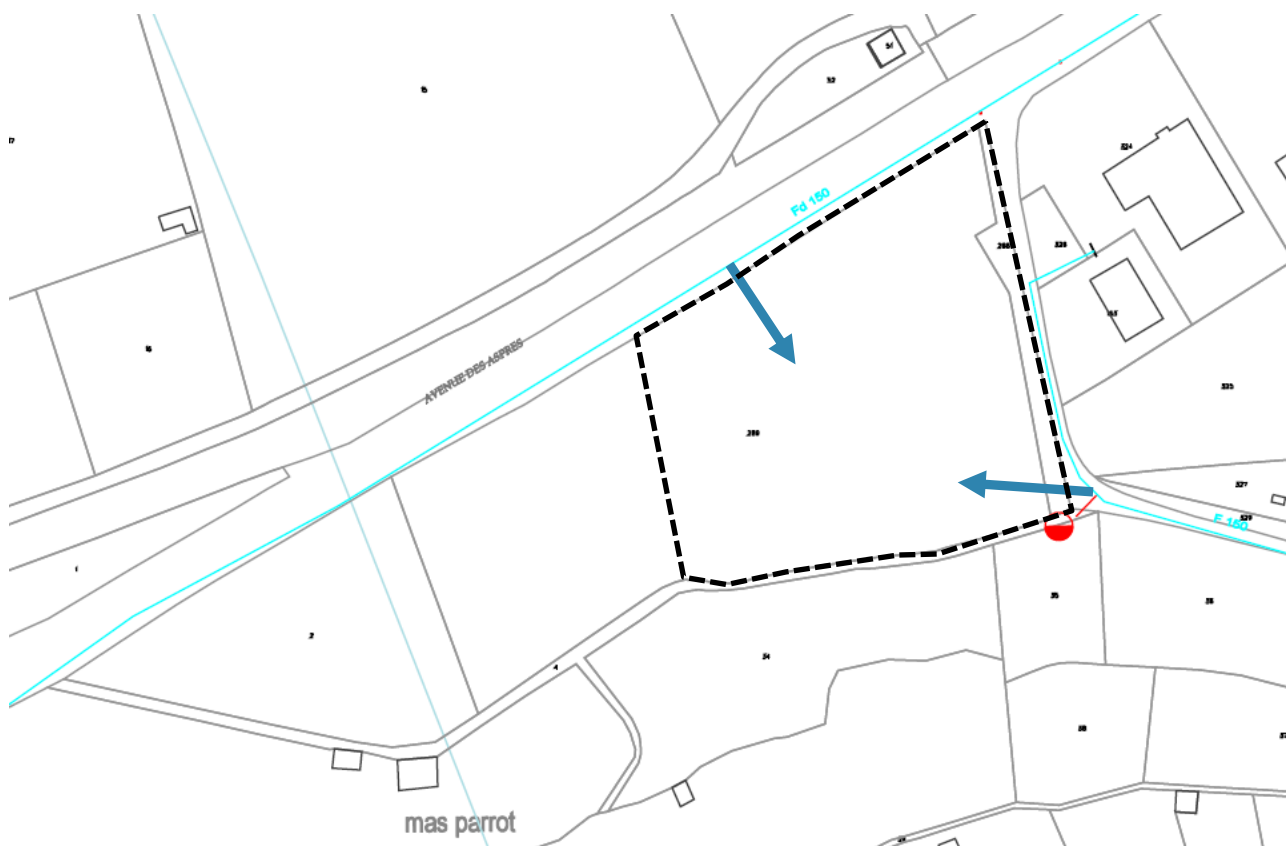
📍 **SECTEUR : TECH ULRICH EST (1AUE)**

- Réseau Fonte ø 150 mm du chemin du Mas Paillot au Nord-Est.
- Réseau Fonte ø 150 mm de la rue des Tres Vents à l'Est.
- Réseau Fonte ø 150 mm de la rue du Néoulous au Sud.



📍 **SECTEUR : TECH ULRICH OUEST (1AUE)**

- Réseau Fonte ø 150 mm de l'avenue des Aspres au Nord.
- Réseau Fonte ø 150 mm de la route de Saint-Jean Oulrich à l'Est



1.4. COUVERTURE PAR LE RESEAU INCENDIE

Les nouvelles zones urbanisées devront être couvertes par les dispositifs de lutte contre l'incendie.

Pour ce faire, les nouveaux réseaux internes seront réalisés en canalisations d'un diamètre supérieur ou égal à 100 mm pour les conduites principales (125 mm en général).

Le choix de ce diamètre permettra de mettre en place un ou plusieurs poteaux incendie.

Chacun des hydrants devra être en mesure de délivrer 60 m³/h avec une pression d'au moins 1 bar.

Le projet d'urbanisation ne présente pas de facteurs d'incompatibilité vis-à-vis de la défense contre l'incendie, une simple extension de la couverture incendie étant nécessaire lors de la viabilisation des nouveaux secteurs.

2. ASSAINISSEMENT DES NOUVEAUX SECTEURS

2.1. GESTION GLOBALE DES EAUX USEES

L'ensemble des nouveaux secteurs sera raccordé au réseau d'assainissement ; les effluents seront donc traités par la station d'épuration de Céret.

La capacité résiduelle de la station d'épuration a été déterminée au sein de l'état initial et correspond aux apports d'eaux usées de 5100 nouveaux habitants.

L'accroissement de la population cérétane lié au comblement des dents creuses, à la requalification du secteur Gare et à l'ouverture de nouvelles zones (à termes) à l'urbanisation correspond à un apport d'environ 1661 nouveaux habitants.

La capacité résiduelle de la station d'épuration de la commune de Céret est compatible avec l'accueil des nouvelles populations prévues au PLU.

2.2. RACCORDEMENTS POSSIBLES AU RESEAU D'ASSAINISSEMENT

Les raccordements s'effectueront sur les réseaux existants en fonction de leur capacité à accepter les nouveaux effluents et des contraintes topographiques.

Les nouvelles canalisations seront également assorties de regards de visite permettant d'intervenir sur le réseau.

Des postes de relevage pourront s'avérer nécessaires si les contraintes topographiques sont trop importantes pour amener les effluents de façon gravitaire.

Les aménagements des zones à urbaniser pourront cependant localement modifier la topographie et faciliter l'assainissement ou contribuer à la création de nouveaux tracés.

Toutes les propositions qui suivent devront être évaluées techniquement lorsque les projets d'aménagement seront plus avancés ; en particulier, la capacité des canalisations et postes de relevage éventuellement nécessaires à l'envoi des effluents dans le réseau d'assainissement dépendra de la population raccordée et pourra, pour les postes de relevage faire l'objet le cas échéant d'un suivi au titre de l'arrêté du 22 juin 2007⁷.

Les flèches marrons sur les cartes associées aux zones à assainir indiquent les possibilités de raccordement sur les réseaux existants.

⁷ Arrêté relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO₅.

2.2.1. COLLECTE DES SECTEURS URBANISES (PROJETS EN COURS)

SECTEUR : LA GARE (UCq)

- Réseau Fibrociment ø 150 mm de l'avenue de la Gare au Sud-Ouest.
- Réseau Fibrociment ø 200 mm de l'avenue de la Gare au Sud-Est.
- Réseau Fibrociment ø 200 mm de l'avenue du Vallespir au Nord.



2.2.2. SECTEURS D'HABITAT OUVERTS IMMEDIATEMENT A L'URBANISATION

SECTEUR : LA PORTE DU VALLESPYR (1AUH1)

- Création d'un réseau d'assainissement sous le Chemin de Sainte Marguerite au Sud avec raccordement sur le réseau Fibrociment ø 200 mm existant au croisement avec le chemin de Vivès au Sud-Ouest.

Contrôler la possibilité d'un raccordement gravitaire sur le réseau d'assainissement existant, sinon mettre en place un poste de relevage dimensionné pour accueillir la future population.



↗ **SECTEUR : RUE LUDOVIC MASSE (1AUH2)**

- Réseau Fibrociment ø 150 mm de la Rue Ludovic MASSE.



↗ **SECTEUR : LA CRECHE (1AUH3)**

- Réseau d'assainissement de l'avenue Marie Curie.

Contrôler la possibilité d'un raccordement gravitaire sur le réseau d'assainissement existant, sinon mettre en place un poste de relevage dimensionné pour accueillir la future population.

2.2.3. SECTEURS D'HABITAT BLOQUE

↗ SECTEUR : NOGAREDE (2AUH)

- Raccordement sur le réseau Fibrociment ø 200 mm existant au Sud sous la rue du Bosquet.

Contrôler la possibilité d'un raccordement gravitaire sur le réseau d'assainissement existant, sinon mettre en place un poste de relevage dimensionné pour accueillir la future population.



2.2.4. SECTEURS ECONOMIQUES OUVERTS IMMEDIATEMENT

↗ SECTEUR : TECH ULRICH EST (1AUe)

- Réseaux d'assainissement de la rue des Tres Vents à l'Est.
- Réseaux d'assainissement de la rue du Néoulous au Sud.

↗ SECTEUR : TECH ULRICH OUEST (1AUe)

- Réseaux d'assainissement de la route de Saint-Jean Oulrich à l'Est.

Contrôler la capacité du poste de relevage existant.

2.3. NOUVEAU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Un nouveau zonage d'assainissement sera réalisé en compatibilité avec le nouveau zonage d'urbanisation ; ce nouveau zonage d'assainissement fera l'objet d'une instruction comportant une enquête publique.

Le zonage d'assainissement délimitant les secteurs en assainissement collectif des zonages en assainissement autonome sera cohérent avec le nouveau zonage d'urbanisme.

3. EVACUATION DES EAUX PLUVIALES DES NOUVEAUX SECTEURS

L'urbanisation de zones naturelles ou agricoles s'accompagne à la fois d'une imperméabilisation des terrains conduisant notamment à une augmentation du ruissellement pluvial et en parallèle à une altération possible de la qualité des eaux de ruissellement par des hydrocarbures, métaux lourds, matières organiques, etc. déposés sur ces surfaces urbanisées. Le Code de l'Environnement (notamment réglementation « Loi sur l'Eau ») impose de corriger ces effets par la création de bassins de rétention.

Ceux-ci permettent à la fois de limiter le volume de rejet pluvial de l'opération (maîtrise de l'impact quantitatif), et de limiter, par décantation, l'incidence de l'urbanisation sur la qualité des eaux (maîtrise de l'impact qualitatif).

3.1. PRINCIPE GENERAL RETENU

Le principe retenu est la NON AGGRAVATION des écoulements en aval pour une pluie de retour centennale par rapport à la situation actuelle.

Les rejets directs dans le réseau pluvial communal sont par principe interdits mais pourront faire l'objet d'une autorisation exceptionnelle de la part des services compétents au regard des caractéristiques techniques du projet. Des prescriptions spéciales devront alors être respectées.

Une notice hydraulique devra systématiquement être fournie par l'aménageur à la collectivité compétente pour validation. Cette notice devra présenter les incidences de l'imperméabilisation du projet urbain sur les écoulements pluviaux (quantitativement et qualitativement), les mesures compensatoires à réaliser et la localisation du point de rejet. Pour cela, l'aménageur devra préalablement se rapprocher de la collectivité compétente afin de récupérer les hypothèses de calcul à prendre en compte dans le dimensionnement des aménagements hydrauliques (bassins, puits secs, etc.) et les prescriptions techniques à respecter sur le territoire communautaire.

En cas de volonté de l'aménageur de rejeter directement les eaux pluviales dans le réseau pluvial existant, il devra être démontré, à travers la notice hydraulique, que le réseau pluvial existant est suffisamment dimensionné pour récupérer les eaux pluviales excédentaires et que les eaux rejetées ne seront pas source de pollution. Une dérogation exceptionnelle pourra alors être délivrée par la collectivité compétente.

Dans tous les cas (absence de réseaux, insuffisance de leurs capacités, etc.), les constructeurs devront réaliser les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales, suivant les dispositifs appropriés et en tenant compte des avis des services instructeurs compétents et des aménagements existants ou projetés.

3.2. CADRE REGLEMENTAIRE

La gestion et la maîtrise des eaux pluviales sont réglementées dans le Droit Français au travers des différents Codes qui définissent les règles applicables aux eaux pluviales.

Les principes de ces textes sont repris ci-après :

CODE CIVIL

Certains articles du Code Civil concernent plus particulièrement les eaux pluviales. Ils donnent des obligations concernant la gestion quantitative des eaux de ruissellement en matière d'urbanisation :

- le propriétaire du terrain situé en contrebas ne peut s'opposer à recevoir les eaux pluviales provenant des fonds supérieurs, il est soumis à une servitude d'écoulement. En revanche, le Code Civil interdit expressément de faire des travaux ayant pour conséquence d'aggraver cet écoulement naturel ;
- un propriétaire peut disposer librement des eaux pluviales tombant sur son terrain à la condition de ne pas aggraver l'écoulement naturel des eaux pluviales s'écoulant vers les fonds inférieurs ;
- un propriétaire a l'interdiction de faire s'écouler directement sur les terrains voisins les eaux de pluie tombées sur le toit de ses constructions. Si les eaux pluviales arrivent sur un fonds public, ces eaux sont régies par différents codes (Code de la Voirie Routière, Code Rural, etc.).

CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Le Code de l'Environnement reprend les textes juridiques relatifs au droit de l'Environnement en France, et notamment les articles de la Loi sur l'Eau (désormais codifiée au Code de l'Environnement). Les aspects liés aux eaux pluviales sont traités par les articles suivants :

- les collectivités territoriales sont habilitées à entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, visant à la maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement, ainsi qu'à la défense contre les inondations et contre la mer ;
- certains opérations rentrant dans le champ de la nomenclature de la Loi sur l'Eau nécessitent une déclaration en préfecture voire une autorisation préfectorale avant leur réalisation ;
- le propriétaire riverain d'un fossé, ruisseau est tenu à différentes obligation d'entretien (curage régulier, élagage de la végétation, enlèvement des embacles, respect de la faune et de la flore, etc.).

CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Le Code Général des Collectivités Territoriales confie aux communes des compétences et des obligations pour assurer la maîtrise des eaux pluviales, et la défense contre les inondations. Il précise également les pouvoirs de police du Maire en matière de sécurité et salubrité publique. La définition des mesures afin d'assurer la maîtrise du ruissellement des eaux pluviales ainsi que la lutte contre la pollution apportée par ces eaux rentrent dans le cadre du zonage communal d'assainissement.

CODE DE LA VOIRIE ROUTIERE ET CODE RURAL

La commune a une responsabilité particulière en ce qui concerne le ruissellement des eaux sur le domaine public routier. En effet, lorsque le fonds inférieur est une voie publique, il convient de veiller à la conservation du domaine routier public et de la sécurité routière.

CODE DE L'URBANISME

Contrairement aux eaux usées domestiques, il n'existe pas d'obligation générale de raccordement des constructions existantes ou futures aux réseaux publics traitant les eaux pluviales qu'ils soient unitaires ou séparatifs.

Le droit de l'urbanisme ne prévoit d'obligation de création d'un réseau public d'eaux pluviales afin de desservir les terrains constructibles.

3.3. GESTION QUANTITATIVE DES EAUX PLUVIALES

3.3.1. EXUTOIRE DES EAUX PLUVIALES

La gestion des eaux à la parcelle est à privilégier fortement. A cet effet, les nouveaux projets d'urbanisation devront réaliser de la compensation hydraulique au sein de leur périmètre d'aménagement avant de renvoyer les eaux pluviales dans le milieu naturel ou dans le réseau public.

En cas de rejet par infiltration, le propriétaire devra fournir toutes les justifications techniques permettant de juger de la faisabilité effective du dispositif proposé en regard des caractéristiques pédologiques et hydrogéologiques du sol, en termes quantitatifs comme qualitatifs.

En cas de création d'ouvrages de rétention, les caractéristiques des dispositifs de rétention (volume, emprise, hauteur utile, ouvrages annexes, position de l'exutoire, etc.) seront définis dans le cadre des dossiers et notices hydrauliques accompagnant les opérations d'aménagement.

Ces bassins doivent permettre de récupérer et stocker temporairement les eaux pluviales, pendant un épisode pluvieux, afin de limiter les volumes et les débits en aval.

Le positionnement, la surface et l'emprise définitive des bassins dépendront de l'imperméabilisation réelle et leur nature (bassin « classique », cuvette enherbée, noue, chaussée réservoir, etc.) des principes d'intégration paysagère retenus.

3.3.2. PRECONISATIONS TECHNIQUES

Les prescriptions techniques et le principe de non aggravation des écoulements en aval par rapport à l'existant doivent s'appliquer sur l'ensemble du territoire communal.

Dans le cadre des futurs aménagements urbains :

- la gestion des eaux à la parcelle devra être favorisée et privilégiée (repris dans le règlement et les OAP) ;
- la gestion et l'intégration paysagère des aménagements hydrauliques devront être privilégiées ;
- les bassins de rétention, d'infiltration devront être réalisés selon les prescriptions techniques des autorités compétentes (DDTM) ;
- les bassins devront être dimensionnés pour une pluie de retour 100 ans ;

- les réseaux des eaux pluviales, aériens existants et naturels (fossés, agouilles, etc.), devront être préservés ; leurs busages, dévoiements, comblements éventuels devront être justifiés dans la notice hydraulique et validé par les autorités compétentes (DDTM) ;
- les profils de voirie devront permettre d'acheminer les ruissellements de surface vers les bassins de rétention.

Il est important de noter que les rejets directs dans le réseau pluvial communal sont par principe interdits mais qu'ils pourront faire l'objet d'une autorisation exceptionnelle de la part des services compétents, au regard des caractéristiques techniques du projet. Des prescriptions spéciales devront alors être respectées.

3.4. GESTION QUALITATIVE DES EAUX PLUVIALES

3.4.1. PRINCIPE DE GESTION

Tous les rejets pluviaux (superficiels comme souterrains), et surtout s'ils sont susceptibles d'entraîner des risques particuliers de pollution, se doivent de respecter les objectifs fixés par la réglementation en vigueur en la matière, et notamment le Code de l'Environnement et le SDAGE Rhône Méditerranée (et le cas échéant faire l'objet des procédures administratives prévues dans ces cadres).

Par conséquent, les aménagements hydrauliques (type bassin de rétention) prévus dans le cadre des futurs aménagements urbains devront également permettre d'améliorer la qualité des eaux rejetées vers le milieu naturel.

Il est à cet effet précisé que l'article R.211-60 du Code de l'Environnement interdit le déversement dans les eaux superficielles et souterraines, par rejet direct ou après ruissellement sur le sol ou infiltration, des eaux chargées d'hydrocarbures ou huiles.

En outre, il est proposé d'adopter les prescriptions suivantes :

- pour les zones à risque de pollution accidentelle :
 - mise en œuvre de dispositifs de piégeage des pollutions accidentelles (de type séparateur à hydrocarbures permettant d'éviter les effets de chocs sur les milieux récepteurs).
 - mise en œuvre d'ouvrages de rétention étanches destinés au confinement d'une pollution accidentelle par temps sec, équipés de vannes d'isolement et d'un by-pass.
- pour les zones où des risques de pollution chronique sont identifiés et en fonction de la pollution générée :
 - mise en œuvre de dispositifs de prétraitement adaptés à l'activité de la zone (dégrilleur, débourbeur, déshuileur, ...).
 - et/ou mise en œuvre de dispositifs de traitement des eaux pluviales par décantation ; la décantation des matières en suspension permet de piéger les polluants présents dans ces matières.

3.4.2. CHAMPS D'APPLICATION

Il s'applique aux surfaces imperméabilisées pouvant générer une pollution des eaux pluviales et de ruissellement, réparties en deux classes :

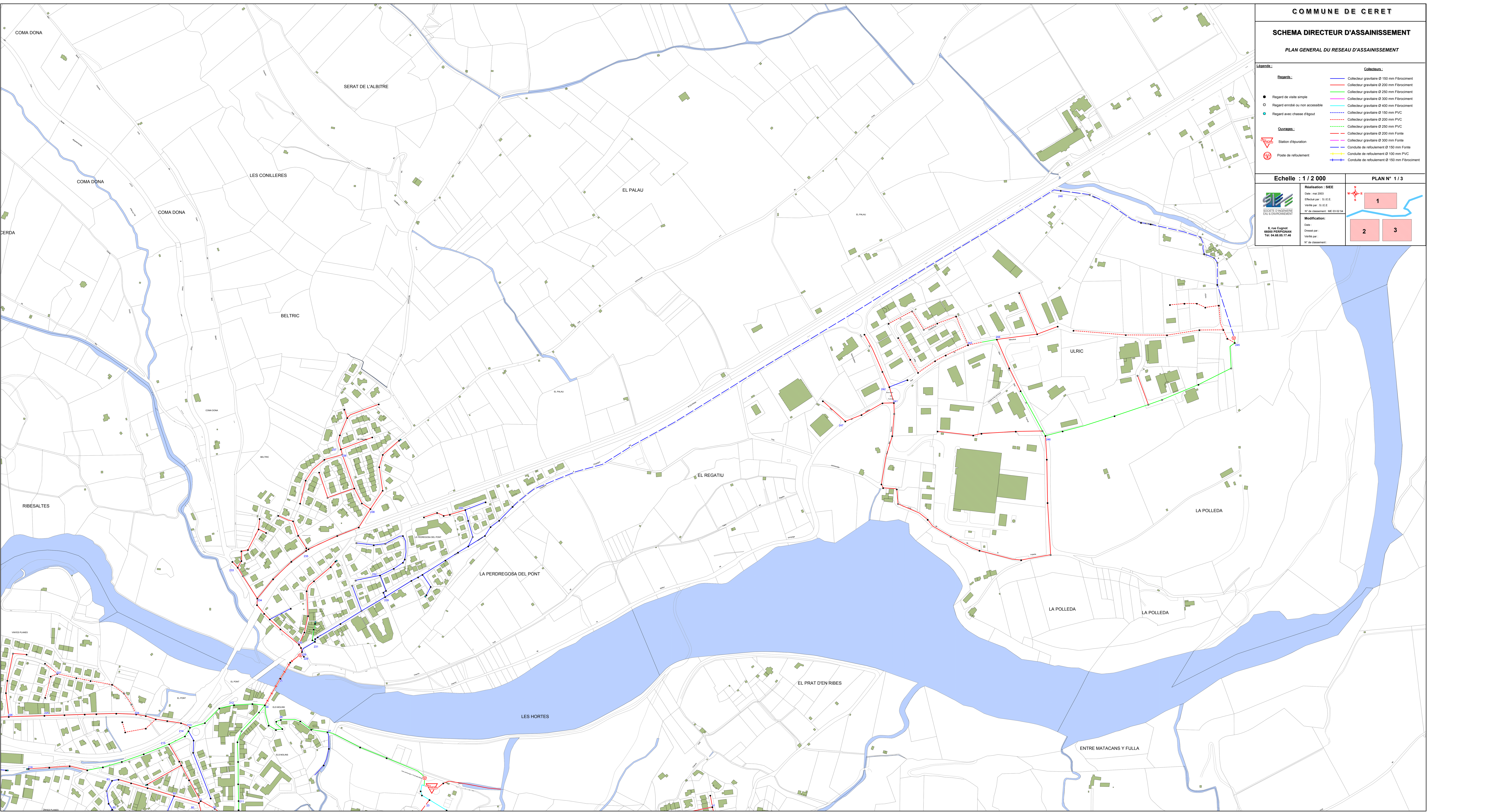
- zones à risque de pollution accidentelle :
 - voiries et zones de circulation accueillant des véhicules transportant des matières polluantes ;
 - aires de stockage découvertes de substances polluantes.
- zones à risque de pollution chronique :
 - parking découvert d'une taille supérieure à 100 places pour les véhicules légers ;
 - parking découvert d'une taille supérieure à 10 places pour les véhicules de type poids lourds ;
 - toute activité dont le rejet des eaux pluviales favoriserait une dégradation du milieu naturel.

Ces zones concernent les nouvelles constructions (plus particulièrement les zones destinées à recevoir des activités commerciales, artisanales, industrielles, de bureaux et de services et des entrepôts commerciaux) et les réaménagements d'installations existantes.

4. COLLECTE DES DECHETS

Les nouveaux secteurs à urbaniser pourront bénéficier des moyens techniques et organisationnels actuels.

Au sein des nouveaux quartiers prévus à l'urbanisation pourront être mis en place de nouveaux conteneurs spécifiques (verre, emballages ménagers recyclables, ordures ménagères, textiles) permettant de poursuivre les efforts en matière de collecte sélective.



COMMUNE DE CERET

SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT

PLAN GENERAL DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT

Legende :

Regards :

●

Regard de visite simple

○

Regard enrobé ou non accessible

●

Regard avec chasse d'égout

Ouvrages :

Station d'épuration

Poste de refoulement

Collecteurs :

Collecteur gravitaire Ø 150 mm Fibrociment

Collecteur gravitaire Ø 200 mm Fibrociment

Collecteur gravitaire Ø 250 mm Fibrociment

Collecteur gravitaire Ø 300 mm Fibrociment

Collecteur gravitaire Ø 400 mm Fibrociment

Collecteur gravitaire Ø 150 mm PVC

Collecteur gravitaire Ø 200 mm PVC

Collecteur gravitaire Ø 250 mm PVC

Collecteur gravitaire Ø 200 mm Forte

Collecteur gravitaire Ø 300 mm Forte

Conduite de refoulement Ø 150 mm PVC

Conduite de refoulement Ø 150 mm Fibrociment

Echelle : 1 / 2 000

R. rue Cugnot
66000 PERPIGNAN
Tél: 04.68.85.17.48

Réalisation : S.I.E.E.
Date : mai 2003
Effectué par : S.I.E.E.
Vérifié par : S.I.E.E.
N° de classement : ME 03 02 54

Modification:
Date :
Dessiné par :
Vérifié par :
N° de classement :

1

2

3



COMMUNE DE CERET

SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT

PLAN GENERAL DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT

●

Regard de visite simple

○

Regard enrobé ou non accessible

●

Regard avec chasse d'égout

▲

Station d'épuration

Ⓜ

Poste de refoulement

Collecteurs :

—

Collecteur gravitaire Ø 150 mm Fibrociment

—

Collecteur gravitaire Ø 200 mm Fibrociment

—

Collecteur gravitaire Ø 300 mm Fibrociment

—

Collecteur gravitaire Ø 400 mm Fibrociment

—

Collecteur gravitaire Ø 150 mm PVC

—

Collecteur gravitaire Ø 200 mm PVC

—

Collecteur gravitaire Ø 250 mm PVC

—

Collecteur gravitaire Ø 200 mm Forte

—

Collecteur gravitaire Ø 300 mm Forte

—

Conduite de refoulement Ø 100 mm PVC

—

Conduite de refoulement Ø 150 mm Fibrociment

Echelle : 1 / 2 000

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE
EAU & ENVIRONNEMENT

8, rue Cugnot
66000 PERPIGNAN
Tél : 04.68.95.17.48

Réalisation : SIEE

Date : mai 2003

Établi par : S.I.E.E.

Vérifié par : S.I.E.E.

N° de classement : ME 03 02 54

Modification :

Date :

Dressé par :

Vérifié par :

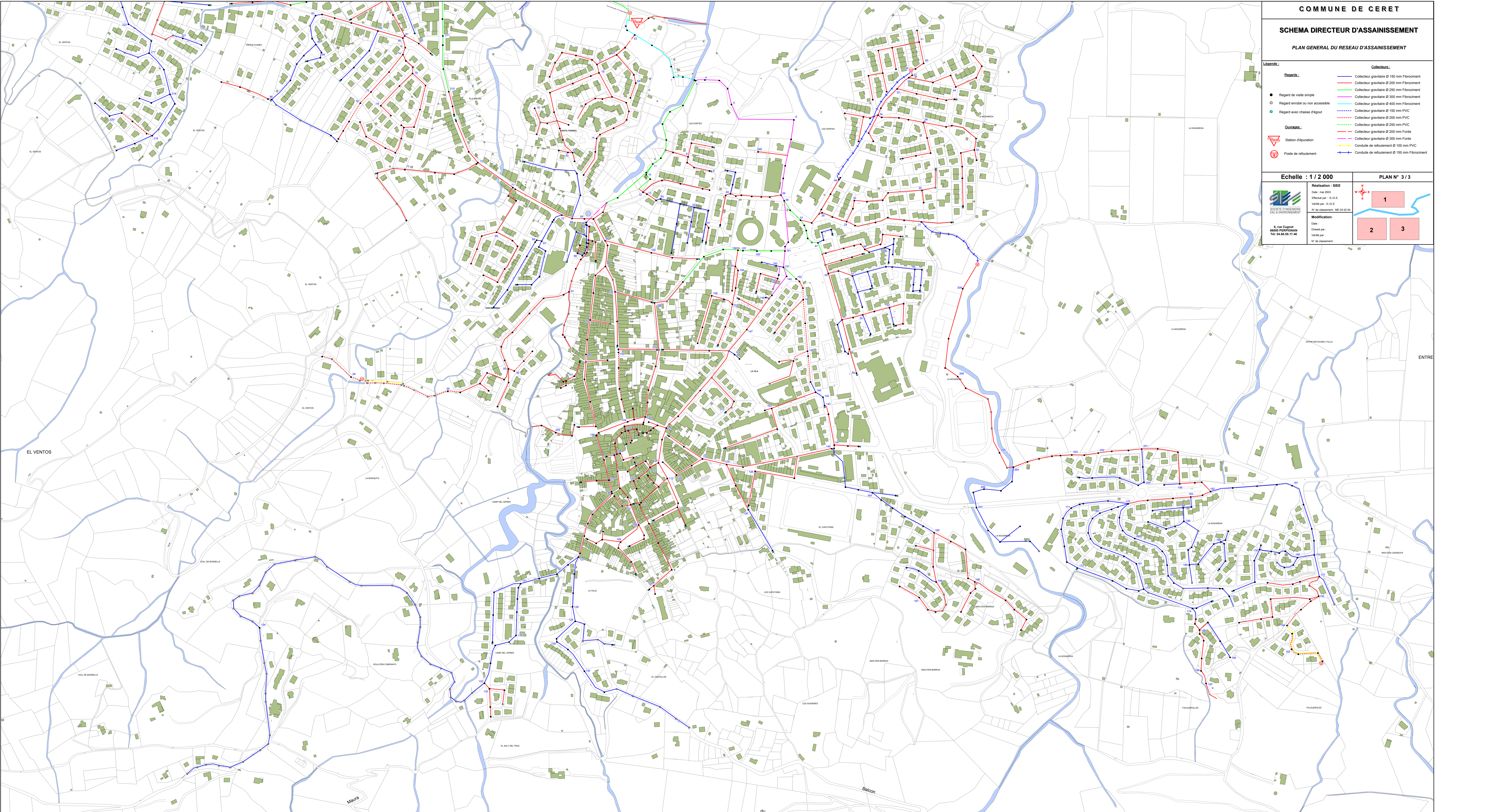
N° de classement :

1

2

3

1



COMMUNE DE CERET

SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT

PLAN GENERAL DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT

●

Regard de visite simple

○

Regard enrobé ou non accessible

●

Regard avec chasses d'égout

Station d'épuration

Poste de refoulement

Collecteurs :

- Collecteur gravitaire Ø 150 mm Fibrociment
- Collecteur gravitaire Ø 200 mm Fibrociment
- Collecteur gravitaire Ø 250 mm Fibrociment
- Collecteur gravitaire Ø 300 mm Fibrociment
- Collecteur gravitaire Ø 400 mm Fibrociment
- Collecteur gravitaire Ø 150 mm PVC
- Collecteur gravitaire Ø 200 mm PVC
- Collecteur gravitaire Ø 250 mm PVC
- Collecteur gravitaire Ø 300 mm PVC
- Collecteur gravitaire Ø 400 mm PVC
- Conduite de refoulement Ø 100 mm PVC
- Conduite de refoulement Ø 150 mm Fibrociment

Quotients :

- Collecteur gravitaire Ø 150 mm PVC
- Collecteur gravitaire Ø 200 mm PVC
- Collecteur gravitaire Ø 250 mm PVC
- Collecteur gravitaire Ø 300 mm PVC
- Collecteur gravitaire Ø 400 mm PVC
- Conduite de refoulement Ø 100 mm PVC
- Conduite de refoulement Ø 150 mm Fibrociment

Echelle : 1 / 2 000

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE
D'AMÉNAGEMENT
D'ENVIRONNEMENT

8, rue Cugnot
66000 PERPIGNAN
Tél. 04.88.65.17.46

Réalisation : S.I.E.E.

Date : mai 2003

Effectué par : S.I.E.E.

Vérifié par : S.I.E.E.

N° de classement : ME 03 02 54

Modification :

Date :

Dessiné par :

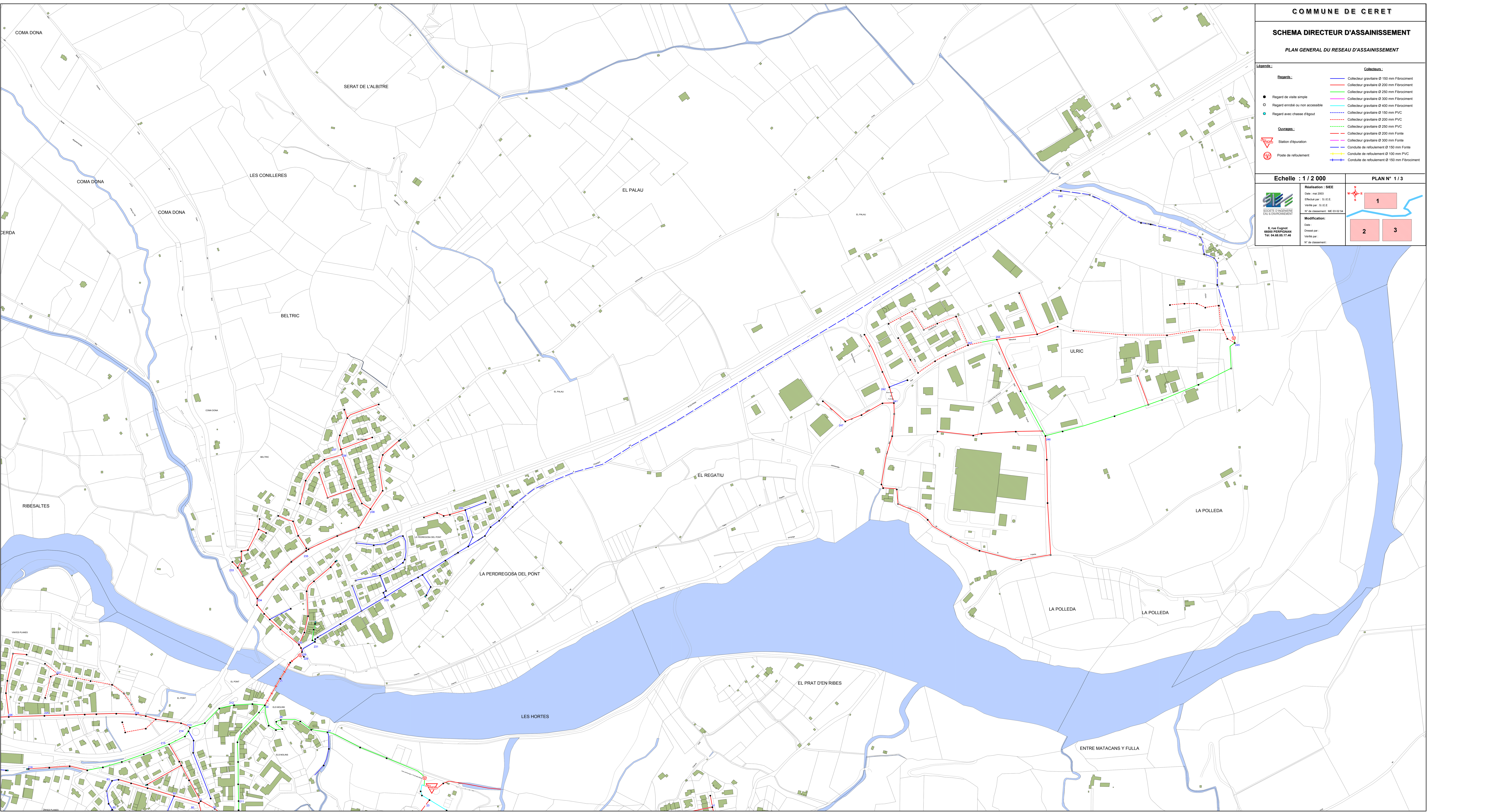
Vérifié par :

N° de classement :

1

2

3



COMMUNE DE CERET

SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT

PLAN GENERAL DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT

●

Regard de visite simple

○

Regard enrobé ou non accessible

●

Regard avec chasse d'égout

Station d'épuration

Poste de refoulement

Collecteurs :

Collecteur gravitaire Ø 150 mm Fibrociment

Collecteur gravitaire Ø 200 mm Fibrociment

Collecteur gravitaire Ø 250 mm Fibrociment

Collecteur gravitaire Ø 300 mm Fibrociment

Collecteur gravitaire Ø 400 mm Fibrociment

Collecteur gravitaire Ø 150 mm PVC

Collecteur gravitaire Ø 200 mm PVC

Collecteur gravitaire Ø 250 mm PVC

Collecteur gravitaire Ø 200 mm Forte

Collecteur gravitaire Ø 300 mm Forte

Conduite de refoulement Ø 150 mm PVC

Conduite de refoulement Ø 150 mm Fibrociment

Echelle : 1 / 2 000

Réalisation : S.I.E.E.

Date : mai 2003

Effectué par : S.I.E.E.

Vérifié par : S.I.E.E.

N° de classement : ME 03 02 54

Modification:

Date :

Dessiné par :

Vérifié par :

N° de classement :

8, rue Cugnot

66000 PERPIGNAN

Tel: 04.68.85.17.48

1

2

3



COMMUNE DE CERET

SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT

PLAN GENERAL DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT

●

Regard de visite simple

○

Regard enrobé ou non accessible

●

Regard avec chasse d'égout

▲

Station d'épuration

Ⓜ

Poste de refoulement

Collecteurs :

—

Collecteur gravitaire Ø 150 mm Fibrociment

—

Collecteur gravitaire Ø 200 mm Fibrociment

—

Collecteur gravitaire Ø 300 mm Fibrociment

—

Collecteur gravitaire Ø 400 mm Fibrociment

—

Collecteur gravitaire Ø 150 mm PVC

—

Collecteur gravitaire Ø 200 mm PVC

—

Collecteur gravitaire Ø 250 mm PVC

—

Collecteur gravitaire Ø 200 mm Forfe

—

Collecteur gravitaire Ø 300 mm Forfe

—

Collecteur gravitaire Ø 300 mm Forfe

—

Conduite de refoulement Ø 100 mm PVC

—

Conduite de refoulement Ø 150 mm Fibrociment

Echelle : 1 / 2 000

SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT

S. IME CUGNOT
66000 PERPIGNAN
Tél : 04.68.95.17.48

Réalisation : S.I.E.E.
Date : mai 2003
Effectué par : S.I.E.E.
Vérifié par : S.I.E.E.
N° de classement : ME 03 02 54

Modification :

Date :

Dressé par :

Vérifié par :

N° de classement :

1

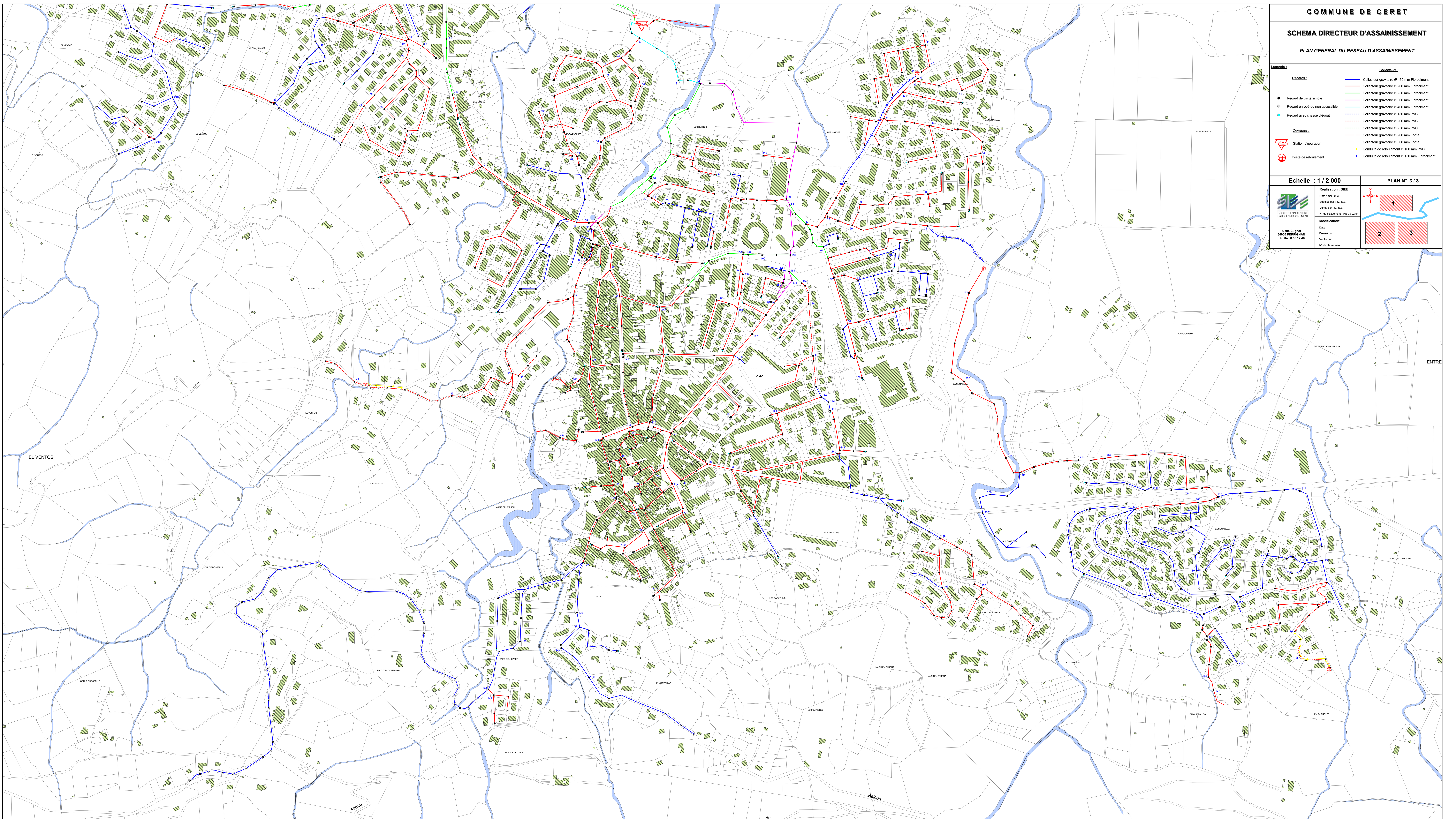
2

3

1

2

3



Village & Ecart

Plan N°
4/5

ECHELLE 1/2500e



UNITÉ VALLESPER
Echelle : 1/2500 e

A JOUR LE 02 03 2017
N° J8574 CERET E 004

